

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 27
JEUDI 18 SEPTEMBRE 1969

« Grèves sauvages » ! « Quand le fantassin commande » ! « Les souvenirs de mai » ! etc., autant de titres d'articles qui fleurissent chaque jour dans la presse bourgeoise inquiète et indignée devant les grands mouvements sociaux des cheminots et des agents de la R.A.T.P. qui secouent actuellement (et ce n'est qu'un début) le « nouveau » régime pompidiste.

« L'affaire Séguy » ! « Monsieur Séguy dépasse les bornes » ! etc., deuxième phase de l'entreprise de contre-feu dont sont chargés tous les larbins du porte-plume bourgeois au service de l'Elysée, de Matignon et de la rue Lafayette.

Car si le fantassin (l'ouvrier de base) commande aux grévistes, débordant les appareils syndicaux, chez les capitalistes il est temps de faire donner les grands orchestres (qui ont fait leurs preuves), les grands maîtres du mensonge, de l'insinuation, de la falsification, pour voler au secours de la société « nouvelle ». Pensez-donc, camarades, il faut se mettre à leur place à ces gens-là ! Des années de travail d'approche, d'efforts patients entrepris en direction des organisations ouvrières depuis un demi-siècle (charte du travail, association capital-travail, subventions, scissions...) et quand on touche au but, tout voir s'écrouler, remis en cause parce que quelques « gauchistes » (ouvriers conscients) ont décidé d'y voir clair et d'expliquer de quoi il retourne à leurs camarades de travail.

(Suite page 3).

La leçon des mouvements actuels

Une seule voie efficace :

**UNITÉ
A LA BASE
ET DANS L'ACTION!**

...ET LE PRÉAVIS DE 5 JOURS?...
VOUS N'AVEZ PAS LE DROIT!!...



KROL

SOUSCRIPTION NATIONALE A L' " HUMANITÉ-ROUGE "

TOTAL PRECEDENT	42 836,10 F
C.D.H.R. Toulouse	50,00 F
C.D.H.R. Pernety Paris	250,00 F
M. R., employé R.A.T.P. Paris	10,00 F
Un sympathisant breton Lorient	6,00 F
C.D.H.R. Rennes	100,00 F
M. C. Nice	40,00 F
C.D.H.R. Hyères	4,20 F
C.D.H.R. Commerce Paris	60,00 F
Un C.D.H.R. Paris	50,75 F
Un sympathisant Paris-11'	30,00 F
T.S.F. Langeac	40,00 F
C.D.H.R. Montpellier	19,00 F
J. P. G. Tours	20,00 F
C.D.H.R. (juillet-août) .. Noisy-le-Sec	215,00 F
TOTAL	43 731,05 F

AVIS A NOS LECTEURS

Pour des raisons techniques, absolument indépendantes de notre volonté, le numéro 26 est sorti avec une partie de sa première et de sa 12^e page illisible. Nous avons dû le faire retirer, ce qui a provoqué un retard de 24 heures. De plus, certaines régions ont été approvisionnées avec des exemplaires illisibles. Nous adresserons le numéro en bon état à tout lecteur qui aurait acheté ou reçu le mauvais exemplaire, sur simple demande de sa part.

Erratum

Dans la citation de la brochure « Collaboration ou luttes de classes ? », reproduite dans l'éditorial de notre dernier numéro, il fallait lire comme suit ce paragraphe page 3, première colonne.

« Ce n'est qu'ainsi qu'elles peuvent servir de détonateur et avoir valeur révolutionnaire pour déboucher sur une lutte plus générale, d'ensemble, de grande envergure, la seule qui peut aboutir même en dépit de nouvelles trahisons, à des changements qualitatifs totaux, définitifs, à des bonds en avant et non pas seulement à des changements quantitatifs partiels et finalement momentanés ».

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **TANNERIE DU PUY (HAUTE-LOIRE)** : les 1 100 salariés en grève depuis le 10 septembre poursuivent leur mouvement pour leurs revendications.
- **USINE MASSEY-FERGUSON A BEAUVAIS** : à la suite des luttes menées par les ouvriers du service peinture, la direction lock-out le personnel de ce service.
- **USINOR EN MOSELLE** : depuis 2 semaines, 4 arrêts de travail de 24 heures ont eu lieu pour les revendications ; les actions de grève se poursuivent.
- **ENTREPRISE DEHE A PARIS** : 150 ouvriers travaillant sur différents chantiers de la région parisienne sont en grève depuis le 11 septembre pour la réintégration d'une équipe licenciée, le respect des classifications, la suppression des zones de salaires, 3 F d'augmentation de l'indemnité de déplacement.

LUNDI 15 SEPTEMBRE

- **TRAMINOTS DE MONTPELLIER** : grève illimitée pour la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail.
- **SOCIETE INDUSTRIELLE DU VERCORS (fabrique de meubles) A ROMANS DANS LA DROME** : les 50 ouvriers occupent l'usine pour le droit au travail, l'entreprise devant être vendue aux enchères.
- **BORDEAUX** : 1 500 personnes manifestent contre la mise à sac du siège du syndicat commis par des fascistes.
- **COMMERÇANTS ET ARTISANS** : « Journée nationale de protestations » et manifestations dans les grandes villes (Lyon, Paris, Nice, Besançon, etc.) pour leurs revendications organisée par le Comité d'information et de défense (C.I.D.). A Bordeaux, occupation de la salle du tribunal de commerce.
- **ENSEIGNEMENT** : grève des surveillants généraux.
- **GRENOBLE** : 90 enfants accompagnés de leurs parents occupent 4 classes de l'école maternelle Malherbe, qui n'a pas été ouverte manque d'institutrices. Actuellement, sur le plan national de nombreuses classes manquent d'enseignants. De nombreux élèves se voient contraints de retourner chez eux, manque de professeurs ou instituteurs. Des enseignants n'ont pas reçu leur délégation. Pourquoi ? M. Guichart, successeur de M. Faure, pourrait-il s'expliquer ?

MARDI 16 SEPTEMBRE

- **DOCKERS** : débrayage dans tous les ports pour la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, le respect de l'accord de juin 1968, etc.
- **R.A.T.P.** : débrayage et grève illimitée sur plusieurs lignes du réseau ferré. Arrêt total sur la ligne 11 (Châtelet-Lilas), 12 (Mairie d'Issy-Porte de la Chapelle), soit 7 lignes sur les 14 au total. Vendredi 12 septembre, des débrayages avaient lieu sur les lignes 11 et 12. Les travailleurs engagent la lutte pour la réduction

du temps de travail et pour 2 jours de repos consécutifs tous les 6 jours de travail.

- (Voir article Front ouvrier.)
- **DASSAULT A SAINT-CLOUD** : le personnel des ateliers débraye pour les 40 heures, l'avancement de la retraite, contre la pénalisation sur la prime de vacances, etc.
- **CITROEN, QUAI ANDRE-CITROEN** : 3 militants ouvriers qui distribuaient des tracts sont agressés par un commando fasciste appartenant au syndicat dit « Indépendant ».

MERCREDI 17 SEPTEMBRE

- **R.A.T.P.** : la grève déclenchée mardi matin s'amplifie. Grève totale sur 6 lignes (9, 11, 14, 4, 8, ligne de Sceaux) sur les huit autres lignes trafic très ralenti. Les dépôts de bus se joignent au mouvement, grève totale aux dépôts de la Maltournée, Lebrun, Les Lilas.
- **DASSAULT A ARGENTEUIL, SAINT-CLOUD, BOULOGNE** : débrayages pour les revendications.
- **AIR-INTER** : grève du personnel au sol.
- **C.I.T.R.A. (Bâtiment) A PARIS** : débrayage des 80 ouvriers aménageant le parking de Saint-Cloud pour les salaires, la prime de panier, la prime de salissure, les libertés syndicales, etc.
- Dans les jours précédents, débrayage également sur le chantier de l'Hôtel de Ville.
- **GROIGNARD A MARSEILLE** : débrayage pour la diminution du temps de travail, l'augmentation des salaires, la prime de transport.

JEUDI 18 SEPTEMBRE

- **TRAMINOTS DE MARSEILLE** : grève de 24 heures pour l'amélioration des conditions de travail, les salaires, la sécurité de l'emploi.
- **BABCOK-ATLANTIQUE A SAINT-NAZAIRE** : les travailleurs manifestent toute la journée pour obtenir le même accord que leurs camarades des Chantiers de l'Atlantique. Le personnel horaire et mensuel occupe la direction, bloquant le directeur et le chef du personnel. En fin de journée les travailleurs obtiennent des négociations.
- **CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE A SAINT-NAZAIRE** : grève de solidarité avec les travailleurs de Babcock-Atlantique et pour leurs propres revendications.
- **THOMSON-C.S.F. A SARTROUVILLE (YVELINES)** : débrayage contre le licenciement d'un ouvrier. La direction rapporte sa décision.
- **F.A.C.O.M. A VILLENEUVE-LE-ROI** : débrayage pour exiger qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1 000 F.
- **USINE EMINENCE A ALES** : débrayage de 113 ouvrières et des ouvriers bonnetiers pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, etc.
- **USINE HARSHAW-COIFFE-POULENC (Produits chimiques) A LIMOGES** : grève illimitée des 86 ouvriers pour l'augmentation des salaires et le treizième mois au même titre que les cadres.

VENDREDI 19 SEPTEMBRE

- **MINES DE FER DE POTIGNY (CALVADOS)** : grève de 48 heures pour les revendications.
- **SIDELOR-WENDEL A ROMBAS (MOSELLE)** : grève de 24 heures au service fonderie pour les salaires, contre l'augmentation des cadences.
- **USINE FIVES-LILLE-CAIL A GIVORS** : débrayage contre le licenciement de 400 travailleurs horaires et mensuels.
- **GARE DE PANTIN** : grève de 24 heures du service exploitation pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des effectifs.
- **AUDIN-LE-TICHE EN MOSELLE** : 1 500 élèves du secondaire et du primaire sont en grève pour protester contre le retard dans la construction d'un C.E.S.

SAMEDI 20 SEPTEMBRE

- **TRAMINOTS DE MARSEILLE** : nouvelle grève de 24 heures. Les traminots jugent insuffisantes les améliorations de salaires et les conditions de travail.

A propos des " affaires de drogue "...

LE BASILE de la " MARSEILLAISE "

La presse à sensation, et celle dont la lecture ne provoque plus aucune sensation tiennent un nouveau sujet pour articles-fleuves où l'affabulation joue la plus grande place. Ce sujet c'est « la drogue ».

Il y aurait beaucoup à dire sur l'hypocrisie d'une société qui feint de s'effaroucher devant les méfaits, réels, de la drogue, mais trouve normal que l'Etat tire une partie de ses ressources de la consommation de ces autres drogues aussi nocives que l'opium et plus que le haschich : le tabac et l'alcool. Il y aurait beaucoup à dire aussi sur la bonne conscience de la bourgeoisie, classe dominante et donc responsable, du fait que tant d'êtres humains sans perspectives se sentent étrangers à cette société inhumaine, cherchent refuge, notamment, dans la drogue.

Mais l'Etat bourgeois et sa police poursuivent un autre but avec l'actuelle « campagne anti-drogue » : calomnier la jeunesse révolutionnaire en insinuant qu'elle est un ramassis de drogués.

Il est certes toujours facile de monter en épingle tel ou tel cas particulier. La bourgeoisie ne s'est jamais privée de dire et d'écrire, de la même façon, que tous les militants ouvriers sont des arsouilles et tous les intellectuels progressistes des psychopathes.

Mais il est significatif de voir la presse révisionniste emboîter le pas et parler, elle aussi, des « drogués gauchistes ».

Dans la « Marseillaise » du 13 septembre, on pouvait donc lire cette information, concernant l'affaire de La Ciotat :

« Plusieurs des jeunes gens impliqués dans cette affaire appartiennent à un groupe maoïste : ils diffusaient « Rouge ».

Canailles, imbéciles, ou les deux ? Nous penchons quant à nous, pour la première hypothèse. Il est tellement tentant pour un journaliste révisionniste de « démontrer » en deux lignes :

- a) que les « maoïstes » sont des trotskystes ;
- b) qu'au surplus ils sont des drogués.

Notons d'ailleurs que la police n'a pas, pour l'instant, donné un caractère politique à cette affaire, sans doute était-ce par trop inconsistant. Mais, dans les commissariats de notre grande cité on lit « La Marseillaise ». La preuve c'est que l'autre nuit une jeune militante du Comité d'action étudiants-travailleurs du port, appréhendée par les flics avec d'autres camarades (alors qu'ils collaient des affiches contre la réapparition des « Dorlans » sur le port) s'est vue inspectée par ces messieurs « pour voir si elle ne se piquait pas » (!) Malgré le tabassage dont certains d'entre eux ont été victimes, nos jeunes copains en rigolent encore !

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

**Commandez
Diffusez**

le supplément à H.-R. n° 26

2 F

“ LE PRÉSIDENT HO-CHI-MINH
leader vénéré du peuple vietnamien ”
par TRUONG-CHINH, suivi de
“ Le procès de la colonisation française ”
par HO-CHI-MINH —

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

Les pétitions, camarades, les délégations respectueuses, les commissions paritaires, les grèves bidon et les tapis verts, les Grenelles, les Tilsitt, les dialogues sérieux, les déclarations officielles des grands dirigeants, où cela mène-t-il ? Ce n'est que tromperie et trahison. Camarades, changez de voie, il est grand temps !

Séguy, Bergeron, Descamps ?

Chirac, Krasucki, Séguy, Huvelin ?

Camarades, vous ne voyez pas que l'on nous mène en bateau, et cela depuis longtemps !

— Oui, mais Frachon a déclaré que... oui, mais la V.O. vient d'écrire que... Ce sont des mots, camarades, il ne faut pas juger les hommes, les organisations à leurs paroles et à leurs écrits, mais regarder les actes, les directives. Changeras-tu le monde par des vœux pieux, des discours, des déclarations, des rapports, si tu ne mets pas la main à la pâte ? Si à ton travail tu te contentais de tourner autour de ton morceau d'acier sans y toucher, changerait-il de forme, de nature ? Tu pourrais toujours examiner les plans et les dessins, ferraille brut il est, ferraille brut il resterait. Cela peut te paraître idiot comme comparaison, pourtant c'est exactement ce que font tes dirigeants syndicaux : ils tournent autour de la question sociale, ils en connaissent tous les aspects, protestent, palabrent, et quelquefois (oui, ça arrive), ce qu'ils disent est juste. Malheureusement ils ne se servent pas de l'outil, ou plutôt ils ne veulent pas, et la question sociale, tout comme le morceau d'acier, elle reste où elle en est.

Le réformisme et maintenant le révisionnisme, c'est cela. Avec de bons ingénieurs, les mains dans les poches, qui savent ce qu'il faudrait faire mais ne veulent pas y toucher et prétendent nous empêcher d'y toucher, la société capitaliste peut dormir sur ses deux oreilles. Elle ne risque pas de changer de nature.

Depuis des années, voilà ce qui se dit à la base et pas seulement en France. La preuve, c'est qu'en Allemagne fédérale, en Angleterre où la D.G.B. et les trades unions, centrales uniques et réformistes, faisaient les beaux rêves de nos capitalistes, ça bouge aussi, les syndicats officiels sont débordés, la grande presse parle de « grèves sauvages ». En Italie aussi, la C.G.T. révisionniste est débordée.

Partout la base reprend ses droits confiés à des dirigeants indignes ou incapables.

Partout elle reprend ses billes et commence à s'en servir elle-même et pour son propre compte.

C'est le désarroi, la colère, l'indignation dans les rangs bourgeois, la peur dans les rangs révisionnistes et réformistes. Il suffit de les écouter : « Comment osent-ils ? Plus de préavis, de consultations préalables, de dialogues ? Ils ne croient plus en rien, ce sont des sauvages ! Ils disent que Séguy est un traître... alors réagissons, Séguy il peut encore servir, il est souple, intelligent, on va lui redorer son blason et, tous ces travailleurs, un moment dévoyés, n'y verront que du feu ! »

« Que diable, on n'est pas la bourgeoisie la plus intelligente du monde pour rien ! On s'en est toujours sorti, cette fois encore allons-y ! Et ils y vont ! » Séguy l'agitateur, le révolutionnaire, se dévoile, se démasque !

A toi Le Figaro, à toi Le Monde, faites donner l'artillerie !

A toi Poujade, on va te l'habiller cet homme-là, et les bons pros en reprendrons pour trois ans de Séguy !

Grèves sauvages !

Vous savez bien que non, messieurs ! Comités de base, ça ne vous dit rien, conscience de classe non plus ? Organisation à la base, pour l'action, oui pour l'action, pas pour la phrase, unité de tous les travailleurs à la base. C'est grand, calme, réfléchi, quoi de sauvage là-dedans ?

C'est comme un rouleau compresseur qui avance lentement, qui sait où il va, qui balaiera maîtres et valets, pour faire la voie libre à la classe ouvrière et à ses alliés, les petits paysans, artisans et commerçants ! Et vous n'y pouvez rien !

Finis le temps où l'on pouvait arrêter les travailleurs en marche en faisant pression sur les centrales syndicales, en enfermant leurs dirigeants ou en les menaçant, et depuis quelques années, en les achetant par des subventions et des places.

Comment faire maintenant ? On ne peut pas enfermer tous les travailleurs grévistes !

Démocratie prolétarienne !

Cherchez la recette, les travailleurs ont trouvé la leur : la lutte de classes pour une société nouvelle, mais pas la vôtre, une société débarrassée des exploités, des patrons, banquiers, actionnaires, une société où toutes les couches parasitaires auront disparu.

Le socialisme libérateur !

Voyez, c'est cela que nous avons dans la tête, nous les travailleurs, et vous perdez votre temps si vous comptez y mettre autre chose !

Bien sûr, vous trompez encore de nombreux camarades ; les révisionnistes en trompent aussi, mais nous tirons sur le bon maillon de la chaîne, comme disait Lénine, en faisant quotidiennement notre travail à la base.

Ça avance ! Et un jour nous irons tous à vos funérailles. Ce sera une belle fête populaire, ce jour-là !

Un ouvrier métallo parisien.

Remarque. — A la suite de mon dernier article, certains lecteurs ont écrit qu'il était clair que le rédacteur en était un « intellectuel » et que le style était « faussement prolétarien ». Je ne défends pas mon style car je suis loin d'être bachelier et n'ai aucune prétention dans ce domaine. Mais je défends ma qualité d'ouvrier : je suis O.P.3 et j'ai commencé à travailler en usine à l'âge de 14 ans, voici plus de 20 ans. J'écris et je parle comme mes copains d'atelier, qu'on m'en excuse et qu'on juge sur les idées, non le style. Merci.

A PARIS, SALLE DE LA MUTUALITE

vibrant meeting d'hommage à la mémoire du Président HO-CHI-MINH

Samedi dernier 20 septembre, s'est déroulé en soirée le meeting organisé par l'« Humanité-Rouge » en hommage à la mémoire du Président Ho Chi-minh. Dès 19 heures des centaines de militants se pressaient aux abords de la Mutualité, un service d'ordre parfaitement discipliné était mis en place avec l'aide de nombreux diffuseurs de notre journal. D'autres camarades s'affairaient dans la salle pour en assurer une excellente décoration (photographies, portraits, textes muraux).

A vingt heures cinquante arrivaient les représentants de la délégation générale du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, qui avaient accepté notre invitation, conduits par le Premier attaché culturel. Accueillis par des ovations, ils montaient à la tribune, entourés par des représentants de l'« Humanité-Rouge ». Aussitôt commençait la partie artistique de la soirée. Des artistes de la troupe du « Théâtre de la Commune » lisaient avec beaucoup de chaleur différents textes du Président Ho Chi-minh, ou du Comité central du Parti des Travailleurs du Vietnam, notamment le testament du premier, l'oraison funèbre du second. Quelques poèmes du grand dirigeant du peuple vietnamien et la relation de sa vie à Paris par l'un de ses compatriotes étaient aussi présentés. Un spectateur, guadeloupéen, monta également à la tribune pour lire en créole un poème

dédié à la mémoire d'Ho Chi-minh, et donner ensuite sa traduction en français. La salle, trop petite pour recevoir l'immense foule venue à notre commémoration malgré l'absence de métro et bus (en grève) vibrait d'une émotion profonde que traduisait l'alternance du silence et des applaudissements enthousiastes.

Puis le représentant de la délégation vietnamienne exprima en quelques mots simples et émus les remerciements de ses camarades. Il fut longuement acclamé et salué par le mot d'ordre scandé à de nombreuses reprises : « F.N.L. vaincra ».

Ensuite un de nos camarades présenta l'hommage de notre journal à la mémoire

du vénéré Président Ho Chi-minh, éminent marxiste-léniniste et grand dirigeant révolutionnaire du peuple vietnamien. Cette intervention fut hachée d'applaudissements, qui témoignèrent de la chaleur révolutionnaire de la salle, de sa résolution à poursuivre la lutte de solidarité politique avec le glorieux combat du peuple vietnamien.

Enfin, après que le mot d'ordre « F.N.L. vaincra » ait été scandé à nouveau « l'Internationale » jaillit de cette immense foule, où se trouvaient côte à côte travailleurs manuels et intellectuels français et immigrés. Debout sur la tribune

nos camarades vietnamiens, nos frères de combat, étaient étroitement associés aux représentants de notre journal, qui chantaient avec la salle où se dressait une forêt de poings levés en signe de salut communiste marxiste-léniniste.

Les délais de notre mise en page ne nous permettent pas de développer davantage ce compte-rendu, ni de publier dans ce numéro les photographies de cette puissante assemblée, nous y reviendrons largement la semaine prochaine.

Il suffit pour aujourd'hui de relater qu'il s'est agi d'un succès dépassant tout ce que nous avions nous-mêmes prévu.

Abonnez-VOUS...

Nom
Prénom
Adresse

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :
20 F pour 6 mois
40 F par an
abonnement de soutien :
40 pour 6 mois
80 par an
abonnement pour l'étranger (par avion) :
120 F par an

VIVE LA GREVE DES AGENTS DE LA R.A.T.P. !

Les agents de la R.A.T.P. ont déclenché une grève pour leurs revendications. Que demandent-ils ? Comme leurs camarades cheminots, en tout premier lieu une amélioration de leurs conditions de travail, à savoir les deux jours consécutifs de repos après six jours de travail, l'amélioration des tableaux de marche. Tout comme leurs camarades cheminots, ils réclament également le droit de vivre.

QUELLES SONT NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ?

Actuellement nous travaillons 7 jours pour nous reposer le 8^e. Après la puissante grève de mai 68, la direction avait lâché un peu de « mou », et nous accordait de temps à autre un repos supplémentaire baptisé 89, mais ces 2 jours lorsque nous les avions ou plus exactement la semaine où nous pouvions en profiter ne venait qu'après 7 jours complets de travail.

Pour les tableaux de marche, voici un exemple. Prenons le cas de la ligne X :

— Prise de service le matin à 6 h 34 et jusqu'à 9 h 15, pour la première partie.

— Ensuite la 2^e partie de 12 h 15 à 16 h 43.

Qu'en résulte-t-il pour le cas, maintenant fréquent, d'un agent habitant la grande banlieue ? Impossible de rentrer chez lui. Les salles de détente il en existe peu, et de toute façon elles ne sont pas ouvertes dès 9 h 15. Dès 10 h 30, il devra aller à la cantine qui, bien souvent, est loin du terminus. Il mange alors rapidement et va reprendre son service. Le soir, il termine souvent en retard, ce qui lui fait manquer son train. Il rentre donc tard chez lui pour se relever très tôt le lendemain afin de reprendre son service à 6 h 34. Et ainsi de suite toute la semaine. Autre exemple, le service appelé « casse-croûte », car il ne permet pas de manger normalement :

— Prise de service à 11 h 33 et jusqu'à 15 h 45. Il faut manger à la hâte pour reprendre au minimum 2 heures après, par exemple de 17 h 51 à 21 h 20. Pour les services du soir, la cantine n'ouvre qu'à 16 h 30 et de plus, le soir, deux restaurants d'entreprises seulement fonctionnent (rue de Naples et Porte d'Orléans). Ce qui fait pour certains presque 15 heures passées hors du domicile.

Il y a également les services de nuit qui se terminent entre 0 h 35 et 1 h 15. Dans ce cas se pose le problème du retour.

Lorsqu'un agent travaille un jour de fête, il n'est pas payé double mais il peut le récupérer à condition de demander 2 mois à l'avance le jour désiré. Cette journée peut-être refusée sous prétexte qu'il n'y a pas assez de monde dans le dépôt, ou bien elle peut lui être « collée » d'office une autre fois.

Les temps de parcours, calculés en fonction des périodes « calmes » de la circulation et non des heures de pointe, sont établis par un personnel payé beaucoup plus cher que les agents d'exécution et qui fait partie de tout l'appareil répressif dont il serait bon de tracer un tableau.

TABLEAU HIERARCHIQUE

— A la base du réseau routier se trouve le dépôt qui est divisé en 2 services : le service exploitation ou roulant et le service entretien. Il y a plusieurs lignes par dépôt. Au dessus des receveurs et machinistes (ou conducteurs) il y a un contrôleur de station dont le rôle consiste à enregistrer les équipes, marquer les heures de départ, veiller à la régularité des voitures, le cas échéant commander des services partiels, enregistrer les objets trouvés et établir les rapports journaliers. Ce contrôleur de station est supervisé par un contrôleur chef de section (2 étoiles sur la casquette), lui-même sous les ordres d'un contrôleur chef de ligne (3 étoiles). Puis viennent l'inspecteur adjoint de ligne et l'inspecteur de ligne. Leur rôle consiste à faire venir dans leurs bureaux les agents d'exécution lors d'une plainte de client et leur faire signer la punition appelée communément « bon de tabac ». Une particularité qui leur est commune, c'est « d'inspecter » quand tout va bien et de disparaître dès que surgit l'ennui.

— Au-dessus, l'inspecteur adjoint

de dépôt, l'inspecteur de dépôt, le chef d'entretien, le chef de dépôt, l'ingénieur divisionnaire, l'ingénieur en chef du mouvement, le sous-directeur du réseau, le directeur du réseau et enfin le directeur général lui-même entouré d'un conseil d'administration. Bien entendu, entre le premier et le dernier de cette liste, la différence de salaire est énorme, de 1 à 12.

— Il faut aussi citer le personnel supplémentaire de répression. Par exemple les « mouches », inspecteurs en civil assermentés, voyageant normalement, payant leur place, afin de surveiller à la fois le voyageur et le receveur (arrêts pas annoncés, numéro de matricule pas mis...).

Egalement la permanence générale, se déplaçant en dauphine noire et maintenant en R 16 (on a les moyens à la régie). Ils surveillent la bonne marche des lignes, veillent à ce que le machiniste ne soit pas en avance sur l'horaire, à ce qu'il ne fume pas au volant...

Jusqu'à présent il était possible aux machinistes et receveurs de devenir contrôleurs, mais le concours va être supprimé et les contrôleurs seront nommés au choix, suivant leur comportement. Ce qui constitue un appel à la délation et à la division des catégories de roulants.

LA R.A.T.P. PEUT PAYER

Nous venons de voir l'immense appareil de répression que la R.A.T.P. emploie pour brimer le personnel. Aujourd'hui le pouvoir voudrait nous faire croire qu'elle est en déficit. Ainsi la presse, la radio tentent de dresser le public contre nous.

Mais si nous bénéficions de certains avantages, c'est par nos luttes

que nous les avons obtenus : la retraite à 50 ans après 25 années de service, grâce à une grève dure, de 19 jours, en 1951 ; un régime médical « potable » ; la gratuité des transports sur les autobus et dans les métros... Pourtant il suffit de jeter un coup d'œil sur la rubrique décès dans le « Mutualiste du métro », pour s'apercevoir que beaucoup d'agents profitent peu de cette retraite, un bon nombre étant atteints de maladie de l'appareil digestif (heures irrégulières des repas, grande quantité de gaz toxiques respirés).

Bien sûr la presse pourrie bourgeoise, ainsi que celle du P. « C » F. (pour qui il est vrai les nationalisations en régime capitaliste représentent un progrès), grossissent délibérément l'arbre pour cacher la forêt. Combien est-il plus facile pour eux de se lamenter en disant que la satisfaction de nos revendications grèverait lourdement le budget de la régie, que d'expliquer que la R.A.T.P. est, pour les gros trusts capitalistes tels Saviem, Berliet, Montcoccol, les grands travaux de Marseille, Michelin, Kléber-Colombes... une « bonne vache à lait ». Un exemple concret pour Berliet : 2 lignes considérées comme pas très rentables (le 94 Levallois-Gare Montparnasse, et le 53 Porte d'Asnières-Opéra) ont été équipées en matériel à impériale de 24 millions pièce. Pour 30 voitures, cela fait 720 millions offerts au trust Berliet. Le plus fin de l'histoire, c'est que la ligne 53 fut raccourcie le 1^{er} septembre 1966 de Voltaire à Opéra, sous prétexte de non rentabilité et que l'on vient de raccourcir également 15 autres lignes pour les mêmes raisons.

C'est la R.A.T.P. qui a « patronné » et mis sur pied les métros de Mexico,

Montréal, vendu le brevet du métro à pneu aux soviétiques (puisque le « cher camarade » ministre des transports de l'U.R.S.S. vint lui-même essayer le matériel en conduisant une rame — document que France-Soir fut heureux de publier en son temps).

Former un machiniste revient cher ! Car avant d'être envoyé dans les écoles de formation et de perfection, il doit passer un examen psychotechnique. Un exemple de test : le machiniste reste enfermé près de 2 heures dans une chambre noire, devant un écran de cinéma entouré de lumières rouge, blanche et verte. Devant lui, 2 pédales. Lorsque le rouge s'allume il appuie à gauche, à droite pour le vert, les 2 pieds pour le blanc. Puis le système se complique de l'adjonction de bruits sonores, aigus et graves. Il devra alors appuyer ou non sur une manette suivant le bruit).

Un autre système de pression sur le machiniste est la prime de non accident : en cas d'accrochage, à tort ou pas, la prime saute. Puis il la retouche après enquête s'il est reconnu dans ses droits.

Pour la surprime, qui est payée tous les 28 000 km, si un accrochage survient au bout de 500 km, le compte repart à zéro.

Les travailleurs ont souvent demandé que les primes soient incorporées au salaire de base, ce qui n'a pas été accepté.

Pour les travailleurs, déficit ou pas, unis à la base et dans l'action comme ils viennent de le démontrer, se moquant des alliances au sommet, ils sauront imposer la satisfaction de leurs justes revendications en se regroupant dans de puissants comités de base.

Correspondant H.R.

Après l'agression révisionniste contre notre camarade CASAS

L'amnistie pour les hommes de main du P.C.F.

A la suite de l'agression dont fut victime notre camarade Casas le 29 mai dernier, le Procureur de la République de Blois a été saisi d'une plainte judiciaire émanant de 150 signataires travailleurs des usines d'Air Equipement Blois, anciens résistants, syndicalistes, dont l'ancien secrétaire du Comité central d'entreprise du groupe D.B.A. (18 000 travailleurs), conseillers prud'homme, etc., la grande majorité des signataires de cette pétition sont des anciens membres du P.C.F. et de la C.G.T. et travailleurs chrétiens, et parmi eux de nombreux témoins directs des menaces de mort formulées depuis deux ans contre notre camarade. La question de cette pétition, le principe de s'adresser à la justice bourgeoise fut intégralement une initiative de la base ouvrière. Cette question fut largement débattue parmi les travailleurs et la collecte des signatures déclenche un véritable mouvement de panique parmi les révisionnistes, leur groupuscule, de Bonzilleus, utilisa toutes ses ressources en la matière, menaces directes et pressions, menaces, vol des feuilles de pétitions mal protégées, etc. (ce qui eut pour effet de faire perdre un certain nombre d'adhérents à la C.G.T.). A ce propos ceux qui pensent et disent que ce travail de pétition est une pure initiative de type révisionniste, ne savent pas de quoi ils parlent, qu'ils essaient donc dans l'usine où ils ont décidé de consacrer toute leur vie au travail manuel, d'en faire autant, même sur un texte « humaniste », surtout s'il s'agit d'un fief du P.C.F. et de la C.G.T., comme les usines Air Equipement Blois, nous leur permettons d'essayer, mais auraient-ils le temps de descendre de leur char, tel les envoyés impériaux dont parle Mao ? Que ces camarades ne confondent donc pas encore une fois stratégie et tactique.

Le résultat de cette agitation-survie, de la distribution massive de la lettre « humaniste » distribuée par 50 travailleurs de l'usine fut que la justice bourgeoise se mit en branle avec « lenteur et discrétion », les dépositions furent enfin enregistrées puis notre camarade Casas et certains signataires furent convoqués par un officier de police qui leur fit prendre connaissance de la notification ci-contre.

En bref, l'agresseur est amnistié, bien entendu avant jugement, et cela en cours d'enquête. Ceci est une belle démonstration de la collaboration des révisionnistes avec la justice de classe. L'amnistie ne fut pas décrétée uniquement pour les P.V. de la circulation, mais pour couvrir les délits de caractère fasciste. Que les hommes de main du P.C.F. soient couverts par cette loi, voilà qui est dans l'ordre des choses, dans l'ordre des choses bourgeoises. Les travailleurs de nos usines, eux, savent à quoi s'en tenir désormais sur cette question. Tous n'en étaient pas persuadés auparavant. Le P.C.F. avait largement répété que nous étions liés, nous les marxistes-léninistes, au ministère de l'Intérieur. Voilà qui retourne singulièrement les choses. Bien entendu la justice bourgeoise est magnanime. Il reste le recours en une action

civile, à nos frais, en dommages-intérêts, on a tout de même le droit de demander le remboursement du salaire perdu et des frais d'hospitalisation. On ne peut être plus « correct ».

Nous verrons ce que deviendra cette « correction » à un certain niveau du développement de la lutte...

Que nous enseigne notre camarade Mao Tsé-toung à ce sujet : « Pour autant qu'il s'agit de nos propres désirs, nous ne demandons pas à nous battre, même un seul jour. Mais si les circonstances nous y obligent, nous pouvons nous battre jusqu'au bout. » (Petit livre rouge, page 95).

Le groupe des ouvriers marxistes-léninistes Usines : Air Equipement Blois Ancienne cellule Auguste Lebon

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SURETÉ NATIONALE

PROCÈS-VERBAL DE NOTIFICATION

Le L'AN mil neuf cent Soixante Neuf

N°
NOTIFICATION
A M^r CASAS
Raymond

NOUS LOYER Bernard, Officier
de Police d e BLOIS
Officier de Police Judiciaire, ~~Assesseur de~~
M. le Procureur de la République

CERTIFIONS AVOIR NOTIFIÉ ET REMIS
à M^r CASAS Raymond
demeurant à BLOIS, ~~...~~
parlant à lui-même

La note de Monsieur le Procureur de la République à BLOIS, en date du 10 Juillet 1969, sous le N°- 5012 selon laquelle il s'agit d'une affaire civile ne comportant pas son intervention et que ces conclusions sont motivées par les dispositions de l'Article 2 Alinéa I de la Loi d'Amnistie du 30 Juin 1969. Les fait ayant été connus de l'aveu des intéressés à l'occasion d'élections et pour des motifs politiques. Une action CIVILE, en dommages intérêts reste bien entendu possible - - -

**ROULANTS
S.N.C.F.**

La prétendue « refonte du P 4 »

Les syndicats, les dirigeants de la C.G.T. en tête, ont manœuvré pour noyer la grève des roulants, de peur qu'elle s'étende à toute la classe ouvrière, de peur d'un nouveau mai-juin qui les aurait, dans cette nouvelle vague révolutionnaire montante, englouti totalement. Pour démontrer leur rôle néfaste une fois de plus, nous allons comparer « les avantages obtenus » avec l'ancienne réglementation d'une part et avec le « projet C » de la S.N.C.F. présenté en mai 1969, et refusé par tous les syndicats le 24 juillet 69. En réalité il n'y a pas de différence de fond avec l'ancienne réglementation, et il n'y en a pour ainsi dire aucune avec le projet C. Bien entendu, étant donné la complexité des problèmes de réglementation S.N.C.F., seuls les agents roulants et autres cheminots seront à même de bien nous comprendre.

1° DUREE DU TRAVAIL HEBDOMADAIRE : Aucune différence, nulle part, dans les trois cas, les 44 h 30 sont pris pour base, soit une moyenne de 7 h 25 par jour ouvrable. Le but stratégique assigné aux spécialistes composant les roulements est dans les trois cas, de jongler avec les trains de manière à faire en sorte que le travail effectué par les agents se rapproche le plus possible de ces 44 h 30 hebdomadaires.

2° NOMBRE DE REPOS HEBDOMADAIRES CALCULES SUR L'ANNEE : Dans les trois cas 73 jours.

3° NOMBRE MINIMUM D'HEURES DE REPOS JOURNALIER : Encore une fois dans les trois cas : 9 heures hors résidence, avec minimum de huit heures (c'est-à-dire ce qui sépare deux journées de travail pouvant faire chacune 9 h 30), et 14 heures à la résidence.

4° LES PAUSES REPAS : Possibilité de manger en service, entre la troisième et sixième heure de travail, pendant 45' pouvant être réduites à 35' (temps de préparation du repas compris), lorsque la durée de la séance de travail prévue dépasse 8 heures consécutives. Dans les trois cas : Même chose.

5° TEMPS DE TRAJET « En voyageur » : C'est-à-dire parcours en voyageur, pour aller ailleurs qu'à la résidence, ou du lieu d'un repos, ou de la fin du trajet d'un train amené, pour se rendre à un autre établissement pour y prendre un autre train, ou rentrer à la résidence, etc. Ce temps de trajet est compté pour moitié dans la durée du travail, même si ce trajet opéré en service pour le compte de la S.N.C.F. parce qu'elle n'est pas à même de faire des roulements autrement, et ceci encore dans les trois cas.

6° TEMPS DE DISPONIBILITE A DOMICILE : C'est le temps où le roulant, après avoir eu son repos journalier ou périodique, n'a pas été commandé pour la suite. Il ne doit pas quitter son domicile et être prêt à tout moment à partir. Ce temps, dans les trois cas ne lui est compté que pour un quart de sa durée.

Déjà par ces six points fondamentaux on peut constater que les propositions S.N.C.F. étaient nulles, dans son projet C, et qu'elles le sont restées car l'accord ne les a pas modifiées.

Examinons maintenant où se trouvent les modifications apportées. Bien entendu ce tableau aurait peut-être été plus clair dans le journal, en faisant trois colonnes de comparaison. On aurait pu y ajouter d'ailleurs les deux autres projets S.N.C.F., et même le programme des autres syndicats. En réalité, il faut le reconnaître, les dirigeants syndicaux n'ont jamais fait cette étude comparée par la base. Et même pendant toutes les négociations, même pendant la grève, ils n'ont jamais expliqué quels étaient réellement les points d'accord et de désaccord, sinon pour faire de la démagogie.

1° MOYENNE DE TRAVAIL PAR JOUR : Encore dans les trois cas : 8 heures par jour calculées sur le trimestre civil, donc aucun changement.

2° MOYENNE D'AMPLITUDE : L'amplitude c'est le temps compris entre la prise de service et la fin de service. Il peut être différent de la durée du travail car la journée de travail peut comporter des coupures et le temps « en voyageur » qui ne compte que pour moitié, de même que le temps passé en « réserve secours ». Dans ce dernier cas dans l'ancien P 4, 14 heures de réserve secours, temps passé au dépôt à disposition du sous-chef, n'était compté que pour 7 heures de travail, réel. Dans l'ancien P 4 cette moyenne d'amplitude, était de 10 heures par jour sur trimestre civil, en pratique jamais atteinte puisque de 8 heures environ pour l'ensemble de la S.N.C.F. Le projet C n'en parlait pas. L'accord ramène cette moyenne à 9 h 30, ce qui n'aura absolument aucun effet dans la pratique, surtout que l'amplitude est réduite par ailleurs comme nous allons le voir. Mais cette réduction de la moyenne d'amplitude a été présentée comme l'un des « avantages substantiels » obtenus par les Nouaillètes, Beuzet, Argalon, Massabieaux pour imposer la reprise du travail.

3° AMPLITUDE ET DUREE D'UNE JOURNEE PRISE ISOLEMENT :

a) Dans l'ancien P 4 :

Si la journée comprenait entièrement la période de 1 heure à 4 heures, la durée maximum du travail effectif était de : 9 heures en moyenne pour la semaine, et deux journées pouvaient atteindre 9 h 30.

L'amplitude de la journée ne devait pas dépasser 11 heures, cependant, deux fois dans la semaine elle pouvait atteindre 13 heures, ou bien une fois 13 heures et une autre fois 14 heures, à condition que dans ce dernier cas l'agent soit ramené à sa résidence après l'avoir quittée en début de journée (c'est-à-dire qu'il devait rentrer chez lui le soir après 14 heures d'absence, et de travail avec une coupure.)

b) Dans le projet C :

La S.N.C.F. proposait comme durée de travail, un maximum de 8 heures pour le cas où la journée comportait au moins 1 heure dans la période de 0 heure à 4 heures, ou si la journée comprenait tout, ou une partie de la période 2 heures/4 heures du matin, variante de la formule C.

Dans tous les autres cas, la durée journalière pouvait être de 9 h 30, donc proposition plus rétrograde que l'ancien P 4.

L'amplitude ne pouvait évidemment dépasser 8 heures dans le cas ci-dessus. Elle pouvait atteindre 10 heures si la journée ne comprenait pas la période de 0 heure à 4 heures du matin, mais au moins une heure dans cette période.

Dans les autres cas, l'amplitude pouvait aller à 11 heures si la journée était suivie ou précédait un repos hebdomadaire. Par contre elle pouvait atteindre 13 heures si la journée était comprise entre deux repos à la résidence.

c) Selon l'accord signé :

Si la journée comprend la période de 1 heure à 4 h 30, le maximum de travail est de 8 heures, et l'amplitude de 8 heures évidemment. La concession sur le projet C ne porte que de 0 heure à 1 heure, mais elle est prolongée jusqu'à 4 h 30.

Dans tous les autres cas la journée pourra atteindre,

avec une coupure ou une pause repas, 9 h 30 tous les jours en durée de travail et 11 heures d'amplitude. Si ces 11 heures apparaissent comme une concession importante, il y a la contrepartie de 9 h 30 par jour, tous les jours, ce que la S.N.C.F. assignera à ses spécialistes des roulements, comme de faire en sorte que les nuits atteignent systématiquement 8 heures, ce qui était loin d'être le cas jusqu'à maintenant. Il ne peut en être autrement puisque la durée hebdomadaire n'a pas été réduite : 44 h 30.

Dans cet accord il est prévu qu'une journée ne pourra être décomptée pour moins de 5 heures, mais il est certain que la S.N.C.F. fera tout pour occuper en fait les roulants pendant ces 5 heures, alors que dans l'ancien P 4 une journée pouvait être réduite accidentellement ou par hasard à 1 heure ou moins, encadrée de repos journaliers.

4° RESERVE-SECOURS : C'est le temps passé au dépôt, à disposition du sous-chef pour partir au pied levé au cas où un agent manquerait sa prise de service, ou pour aller à un déraillement, etc.

Autrefois l'agent pouvait rester 14 heures à la disposition du sous-chef de dépôt. Il n'en était prévu que 14 au projet C. Cela a été ramené à 11 heures dans l'accord signé. C'est un avantage en apparence seulement. Car, ce temps est décompté pour moitié dans le travail. Un agent sortant de réserve-secours (inutilisé en réalité s'il ne part pas au secours) sera donc bon pour repartir en tête des trains, à plein temps, trois heures plus tôt qu'autrefois.

Mais il y a également une astuce : autrefois quand un agent partait au secours, après 3 heures de réserve par exemple, il fallait le relever 6 h 30 après son départ (releve obligatoire après 8 heures de travail effectif, la réserve comptant pour moitié). Ainsi, il restait en service réel 9 h 30.

Actuellement, la relève prévue (sauf démenti ?) ne sera prévue qu'après 9 h 30 de travail effectif soit : 3 heures de réserve plus 8 heures pour faire 9 h 30 de durée maximum ainsi :

1^{er} cas : 3 h R.S./2 + 6 h 30 travail = 8 heures autorisées.

2^e cas : 3 h R.S./2 + 8 heures travail = 9 h 30 autorisées.

Ce sera le cas le plus courant, le départ après 8 heures de secours ou le phénomène inverse étant en réalité exceptionnel.

5° LES COUPURES : Dans l'ancien P 4, il y avait la possibilité de deux coupures ce qui était la cause des longues amplitudes. Il n'y avait pas de coupure possible dans la période de 23 heures à 5 heures. Les journées

supérieures à 11 heures d'amplitude ne pouvait comprendre qu'une coupure. Les journées recouvrant complètement la période de 0 heure à 4 heures pouvaient également avoir qu'une coupure.

Le projet C ne prévoyait aucune modification.

Le nouvel accord comporte les particularités suivantes : possibilité seulement d'une seule coupure, jamais plus. Pas de coupure entre 23 heures et 5 heures, donc sans changement. Plus de coupure sur période couvrant 0 heure à 4 heures, rien de neuf.

Particularité : Il ne pourra y avoir de coupure avant 1 h 30 de service, ou devant débiter après 1 h 30 de la fin de service. Apparemment cela paraît avantageux. En réalité, après l'examen sommaire des cas concernés les coupures resteront au même endroit et en réalité cela avancera dans la pratique la prise de service de manière à faire 1 h 30 (si le repos journalier précédent le permet, 99 %) et à allonger la fin de service de la différence (si les amplitudes le permettent et durée du travail : 9 h 30, ainsi que durée du repos journalier suivant le cas à 99 %).

6° LES REPOS PERIODIQUES : Dans les trois cas le nombre de repos périodique est le même, à savoir 73 pour l'année de façon à ne pas réduire la durée du travail en dessous de 44 h 30. Le maximum de jour de travail entre les deux repos hebdomadaires est de 7 jours dans les trois cas.

Une particularité : dans l'ancien P 4, les agents avaient droit à 2 repos doubles par mois, ou un simple et un triple sur accord de l'agent, et de deux repos simples, si le roulement tombait ainsi.

Maintenant, il devra y avoir obligatoirement 12 interruptions pour repos par trimestre, ce qui ne fait pas systématiquement 4 par mois. Ils devront avoir 2 repos périodiques doubles par mois.

VOILA POURQUOI LES ROULANTS ONT REPRIS LE TRAVAIL APRES 7 JOURS DE GREVE !

Les contrôleurs de route ont vu supprimer l'heure de travail supplémentaire et d'amplitude qu'on pouvait leur imposer c'est tout.

Aucun changement pour les agents de trains et les surveillants de voiture sauf lorsqu'ils font exclusivement du contrôle de route.

Les conducteurs de manœuvre ne pourront faire que 7 nuits consécutives (comme par le passé) au lieu de 8 autorisées.

Que chacun fasse ses comptes ! En attendant que l'on fasse ceux des « négociateurs » mis en « discussion surveillée » par la base mais qui ont réussi pour la dernière fois, espérons-le, à tromper les cheminots.

Le « grain de sel » d'un travailleur... (IV)

NOTRE ORIENTATION ET NOTRE CONDUITE

Voici ma 4^e et dernière contribution qui le complète et explique l'article de l'Humanité Rouge, numéro 21, « Les deniers de la collaboration de classes ».

Si nous devons considérer qu'aujourd'hui, ce sont les générations d'avant et d'après guerre qui forment la masse et qui sont majoritaires sur le marché d'exploitation, dans 5 à 10 ans, les jeunes d'âge scolaire, et ceux qui sortent de cet âge formeront la masse et la majorité avec la génération d'après guerre.

C'est tout de suite vers cette génération de jeunes que notre devoir de révolutionnaires, de marxistes-léninistes guidés par la pensée du grand camarade Mao Tsé-toung nous ordonne d'aller.

Aussi, nous devons expliquer aux jeunes, le passé, la misère, l'exploitation, 1936, les trahisons successives, la guerre 1939-1945, le fascisme hitlérien, musulman, franquiste (ce dernier toujours en place). *Le très grand rôle qu'ont joué le peuple et l'armée rouge de l'U.R.S.S. avec à leur tête le grand camarade Staline.* Sans eux, aujourd'hui, on serait sans doute encore sous la botte du fascisme. Il nous faut expliquer les raisons du retour au capitalisme de ce pays, conséquence de la prise du pouvoir par les bourgeois Khrouchtchev, Brejnev, Kossiguine, etc., qui ont craché et souillé la mémoire et la tombe qu'ils ont changée de place du grand camarade Staline. Toutes ces choses-là les jeunes ne les ont pas vécues, heureusement pour eux.

Toutes ces choses formeront la conscience des jeunes, l'analyse que nous en tirerons ensemble avec eux permettra de jeter les bases et l'orientation révolutionnaire d'avenir, c'est avec eux que nous excluons la gangrène révisio-réformiste de la génération d'après guerre (surtout vis-à-vis des jeunes, ne jamais se conduire en se considérant comme des êtres supérieurs, méthodes qu'emploient les révisio-réformistes).

Si nous devons expliquer l'orientation révolutionnaire sur les bases du marxisme-léninisme et la pensée du président Mao Tsé-toung, nous devons ensemble nous inspirer de ses écrits, notamment le petit livre rouge.

Comme les organisations traditionnelles ouvrières sont aux mains des renégats, il nous faut étudier comment s'en sortir pour rassembler et mobiliser révolutionnairement les masses, les travailleurs, enseignants, étudiants, les petits paysans travailleurs, les petits commerçants et artisans, tous victimes de l'exploitation capitaliste. Ces derniers seront à bref délai réduits à l'état de travailleurs indépendants, à subir l'exploitation d'un lieu de travail.

Pour le travailleur militant encore à la C.G.T., qu'il y reste et y mène l'orientation idéologique, révolutionnaire de la lutte de classe tout en tenant compte de l'avis des désirs d'organisation, des formes de lutte, des problèmes revendicatifs et politiques, des formes d'action, etc., de façon à être au cœur des masses.

S'il en est ainsi pour les militants, il sera très compliqué aux renégats cégétistes du P. « C. » F. d'exclure, à moins d'exclure carrément le syndicat ; quelle que soit leur attitude, ça les démasque au grand jour aux yeux des masses.

Pour ceux qui ont été exclus, employez les mêmes méthodes de travail avec pour but la création de comités de base, conseil ouvrier, etc.

Les révisio-réformistes s'emploient à nous couper des masses. C'est donc au sein des masses qu'est notre place.

N'oublions jamais, qu'il n'y a qu'environ 15 % de travailleurs syndiqués dont 8 % à la C.G.T., il reste donc 85 % de travailleurs inorganisés. A cela s'ajoutent plusieurs millions de travailleurs étrangers immigrés que les révisio-réformistes délaissent ou orientent vers la collaboration de classe.

Ces travailleurs subissent l'exploitation plus féroce du capital que les travailleurs français, avec des salaires très inférieurs ; l'attitude de la direction cégétiste se comprend, ce n'est pas une clientèle électorale pour le P. « C. » F..

Ces travailleurs pour nous sont des frères de classe, privés de tout droit politique et syndical, sous menace d'être réexpédiés dans leurs pays à régime fasciste. Les conditions de leurs venues, avec les promesses, et la réalité qu'ils découvrent, les forment révolutionnairement. Ils sont isolés, la solidarité prolétarienne doit jouer. C'est ensemble que l'on doit mener la lutte de classe contre le capital et la bourgeoisie internationale. Pour l'instant le capital accompli par la ruse ce que Hitler tenta par la force et qui finalement échoua grâce aux peuples, à l'armée rouge de l'U.R.S.S. et au grand camarade Staline. C'est-à-dire que le capital organise la déportation du monde du travail, Hitler, lui, organisait la déportation des peuples, dont plusieurs millions sont morts dans des camps de concentration.

Il est très réconfortant de constater que des initiatives de réorganisation, d'orientation, aboutissent à la création d'un grand nombre de comités de base, conseils ouvriers, sur des bases révolutionnaires et de lutte de classe.

Merci aux camarades qui ont créé notre journal (c'est un grand journal ouvrier au très riche contenu). Ce journal doit reprendre le flambeau de la lutte de classes, si précieux aux yeux de notre regretté camarade G. Monmousseau et basculer les dirigeants qui trahissent délibérément au profit des bourgeois.

P.S. — Je veux encore vous confier un souvenir, une note personnelle. Je me rappelle qu'à un ou deux mois du décès du regretté camarade Monmousseau, j'étais secrétaire de l'Union locale de la ville où je travaillais. Lors d'une réunion de l'Union départementale, Marcel Caille, secrétaire confédéral, suivait les travaux. Lors d'une suspension de séance, je lui demandais des nouvelles de l'état de santé du camarade Monmousseau, malade ; il me renseigna, me déclarant que c'était la fin, puis il rajouta une chose qui me surprit, mais me resta gravée en mémoire. « De part sa souffrance, il est devenu méchant, qu'est-ce qu'ils nous passe comme enguelades ! » dit Marcel Caille.

Depuis, j'ai bien des fois réfléchi à cette déclaration. Le camarade Monmousseau voyait très clair, il voyait la dégénérescence, il voyait ce que les Frachon, Krasucki faisaient de sa V.O.

Quelle dut être sa déception, lui qui avait lutté toute sa vie pour instaurer la dictature du prolétariat et le socialisme, pour assister, à sa mort, à un tel spectacle !

UNITÉ A LA BASE

« NOUS AVONS PU EMPECHER LES GREVES PENDANT LES VACANCES (AGENTS DE TRAINS, CONTROLEURS DE ROUTE, ETC) MAIS MAINTENANT LES CHEMINOTS EN ONT ASSEZ, ET NOUS NE POUVONS PLUS NOUS OPPOSER A LEUR ACTION, DEVENUE INEVITABLE. »

SEGUY.



MAI 1968... SEPTEMBRE 1969

Les manœuvres de Séguy, Descamps, Bergeron et Cie...

Le but stratégique des bonzes de la C.G.T. c'est d'empêcher un développement des luttes revendicatives qui en s'amplifiant et en élevant le niveau de conscience politique des travailleurs mettrait en péril le régime de dictature du pouvoir des monopoles. Pour servir ce but stratégique il leur faut appliquer une tactique qui brise dans l'œuf tout mouvement qui part de la base et risque de lui échapper. Pour cela soit on exploite le mécontentement en déclenchant des mouvements prématurément, soit des mouvements tournants, absolument corporatistes et si possible catégoriels. En somme c'est l'application du principe « lever le couvercle pour faire partir un peu de vapeur, pour éviter à la marmite d'exploser ».

La mise en œuvre de cette tactique au service de cette stratégie a été entreprise en grand au cours de la dernière grève des roullants de la S.N.C.F. Si les bonzes du sommet sont maintenant incapables d'éviter le départ d'une action par la base, ils ont encore le moyen de la domestiquer grâce à la complicité des révisionnistes locaux, et de pouvoir provoquer la reprise du travail par une reprise en mains « parfois houleuse » des masses. Comme l'a dit Massabiau, bradeur de la grève de 1953, maintenant secrétaire général de la C.G.T. des cheminots, à *Panorama* du 18-9-69, émission de télévision : « SI NOUS NE POUVONS PAS, DANS CES GREVES, SAUVAGES DEMONSTRER NOTRE REPRESENTATIVITE LORS DE L'ARRET DU TRAVAIL, ON NE PEUT PAS NOUS LA DISPUTER EN CE QUI CONCERNE LA REPRISE DU TRAVAIL ».

Une fois la grève des roullants lancée par la base, devant l'incapacité des « négociateurs » à emporter une décision rapide, les dirigeants syndicalistes du sommet se sont empressés de « prendre le train à l'arrêt », c'est le cas de le dire. Que s'était-il passé ?

En juin lors du « constat de Grenelle », le procès-verbal précisait que pour les cheminots, le ministre des Transports admettait le principe d'une réduction « progressive » de la durée hebdomadaire du travail, en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures ». Au cours de ces négociations précipitées, il avait été discuté de la revendication prioritaire des roullants depuis 1948, et jamais satisfaite, à savoir une amélioration des conditions de travail par une complète refonte de la réglementation du travail, appelée P4 en termes cheminots. Or, la direction S.N.C.F. mit au pied du mur les organisations syndicales en leur demandant un projet de P4 à discuter. Aucune organisation n'avait prévu le coup, aucune n'avait depuis vingt ans préparé son projet de P4, pas même la très catégorielle F.G.A.A.C. (syndicat catégoriel réactionnaire des roullants, ou en une autre expression « le syndicat poujadiste des roullants agents de conduite »). La S.N.C.F. non plus n'avait pas de projet à présenter (on la comprend). Mais les cheminots en mai-juin avaient exigé les 40 heures, ce qui devait logiquement améliorer de façon sensible, pour tous, les conditions de travail. Aussi pour faire reprendre le travail aux cheminots en premier, après leur avoir payé intégralement les jours de grève, on réduisit la durée du travail de 46 h à 44 h 30, assortie de la promesse ci-dessus (réduction progressive vers les 40 h, sans même un calendrier), et de la refonte du P4.

Du temps fut gagné par la S.N.C.F. puisque c'est seulement le 28 novembre 1968, en Commission du Statut (commission paritaire), que fut convenu que la S.N.C.F. étudierait, dans un nouveau délai de six mois, une refonte du règlement P4.

Donc, six mois plus tard, à partir du 29 mai 1969, la S.N.C.F. a présenté successivement quatre solutions dont deux avec des variantes. On ne pouvait pas mieux noyer le poisson. Mais comme il y avait quatre fédérations dans les pourparlers, C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.G.A.A.C., la S.N.C.F. espérait que ce serait la pomme de discorde et que chacun choisirait un projet différent par concurrence syndicale.

En fait, les projets étaient aussi réactionnaires les uns que les autres car basés sur une semaine de travail de 44 h 30, donc sans changement, l'astuce consistant en réalité soit à grouper d'une manière ou d'une autre les repos journaliers ou hebdomadaires, l'essentiel étant de toujours faire les roullants sur la base de 44 h 30. Si on allonge les repos, il fallait donc des journées plus tendues, soit de 8 heures systématiquement pour les nuits et 9 h 30 pour les autres journées, but à atteindre et assigné dans ce cas aux spécialistes des roullants (donc réduire l'amplitude et supprimer toutes les coupures, pour les remplacer par du travail effectif).

Le 24 juillet, les syndicats n'étaient parvenus à aucun accord avec la direction S.N.C.F., mais celle-ci pouvait dormir tranquille encore quelques mois car comme l'a dit Séguy, au moment où la marmite débordait en septembre : « NOUS AVONS PU EMPECHER LES GREVES PENDANT LES VACANCES (agents de trains, contrôleurs de route, etc), MAIS MAINTENANT LES CHEMINOTS EN ONT ASSEZ ET NOUS NE POUVONS PLUS NOUS OPPOSER A LEUR ACTION, DEVENUE INEVITABLE ». Il faut encore rappeler

que ce sont les grèves exemplaires parties de la base en février et mars 1969, chez les roullants (« roullants » ne s'applique pas aux seuls agents de conduite) qui accélèrent le processus de discussion sur ces problèmes entre la direction et les syndicats à partir surtout de mai 1969. Des dizaines d'heures furent consacrées autour des tapis verts, entrecoupees d'attentes dans les salons des différents ministères.

Nous allons voir que, en réalité, ce qui fut accepté comme compromis par les syndicats, figurait quasi intégralement dans « le projet C » de la S.N.C.F. En outre, le désaccord constaté de part et d'autre le 24 juillet justifiait une action immédiate des roullants. Les syndicats s'opposant à cette action immédiate, accordèrent un nouveau délai à la direction S.N.C.F., puisqu'ils prirent rendez-vous pour le 2 septembre.

On comprend l'impatience des cheminots qui avaient fait confiance aux négociateurs depuis juin 1968, soit 15 mois. On comprend aussi tout le sens de la déclaration de Séguy ci-dessus. On comprend donc pourquoi les roullants ne pouvant plus faire confiance aux « négociateurs » ont refusé de leur conserver le monopole de la direction des luttes et ont déclenché magnifiquement eux-mêmes par la base le vaste mouvement de grève qui, parti d'Avignon, a gagné en moins de vingt-quatre heures toute la France. Ceci démontre combien était grand le mécontentement des cheminots et combien les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. étaient coupés de la base.

Encore faut-il signaler que les Fédérations avaient fait une nouvelle tentative de dernière heure, pour se sauver de ce mouvement qu'elles prévoyaient et auquel elles ne pouvaient plus s'opposer. Dans une union de sommet ultime ils s'étaient mis d'accord pour présenter à la S.N.C.F. un projet commun de P4 (à la même résonnance que le programme commun de Waldeck-Rochet). Comprenant qu'ils ne pouvaient se mettre d'accord sur ce point de la S.N.C.F. ils en proposaient un autre, en fait inapplicable car se plaçant toujours dans le cadre des 44 h 30. C'est pourquoi la S.N.C.F. le refusa. Appliqué tel quel (c'était en fait un rafistolage de P4 mais pas une refonte réelle, consistant à raccourcir simplement les contraintes actuelles et non pas à les supprimer) la S.N.C.F. aurait été obligée de réduire ainsi officiellement la durée du travail. Or, comment accepter de réduire les heures des roullants si on ne réduit pas en même temps la durée du travail des autres cheminots, ceux qui triment dans les ateliers, qui font le travail de toréador avec les wagons, dans les triages, le jour et la nuit, au risque de se faire couper en deux, chaque fois qu'ils posent un sabot, ceux qui refont la voie, pose de rails, de traverses, la nuit comme le jour, et ceux du service électrique réparant à toute heure du jour et de la nuit, par n'importe quel temps les caténaïres, etc.

Les dirigeants syndicalistes de tout bord avaient trouvé la formule pour rester solidaires, face à l'impatience de la base et montrer qu'ils avaient fait quelque chose. Aussi les consultations de dernière minute après le 2 septembre sur les projets S.N.C.F. et celui des syndicats ne trompa que peu de monde. On vit même avant l'explosion des roullants, les dirigeants C.G.T. entreprendre des manœuvres afin de faire opter les roullants pour prendre le projet C de la S.N.C.F., comme base de discussion, mettant par la même occasion le projet commun, sous la table (en sera-t-il ainsi, un jour, du fameux programme commun de Waldeck, si jamais il voit le jour ?)

Il faut souligner que pendant la grève, les syndicats ne firent « pêter le poing » sur la table à aucun moment, et restèrent plus de 36 heures à « négocier », pour signer finalement le projet C, presque intégral, et présenté une fois de plus à la fin de la grève poignardée, comme un « avantage substantiel » coûtant paraît-il 5 milliards d'anciens francs (proposés dès le départ par la S.N.C.F.) contre les 25 milliards qu'aurait coûté le programme commun intersyndical. Autrement dit, les roullants ont fait la grève 7 jours « pour la peau ». On les a divisés des autres cheminots prêts à se joindre aux roullants sur la base de la revendication des 40 heures pour tous. On les a isolés des autres corporations (métro, P.T.T., E.D.F., etc.). On les a divisés géographiquement entre eux : les dépôts qui avaient décidé la poursuite de l'action et ceux qui, encore sous la férule révisionniste, avaient décidé la reprise du travail, enfin on a réalisé la division au sein même des roullants dans un même établissement, ceux pour la reprise et ceux pour la continuation de la lutte, et encore dans certains cas en opposant les agents de conduite qui ont obtenu des brouilles d'avec les agents exploitation qui n'ont rien obtenu et étaient dans leur majorité décidés à la poursuite de la lutte. En outre, les mécaniciens de manœuvres qui n'ont rien eu du tout, si ce n'est la possibilité de ne faire que 7 nuits de manœuvres dans les triages, consécutives, au lieu de 8 actuellement (en réalité pratiquement pas) ont eu l'impression d'avoir servi de force d'appoint aux autres roullants du MT, alors que par ailleurs ils sont les plus mal payés parmi les roullants agents de conduite. La S.N.C.F. peut être satisfaite des bonzes syndicalistes. Elle a gagné une bonne partie, d'autant plus que l'accord n'est applicable qu'en janvier 1970. Certainement que la C.G.T. des cheminots aura gagné quelques « libertés syndicales » supplémentaires pour l'avenir, et quelques places supplémentaires au Conseil d'Administration. Les autres centrales auront aussi leur sucette. Mais les cheminots ont compris, une nouvelle fois et mieux qu'en juin 1968 la malfaisance des traités à la classe ouvrière. Il est même des cheminots qui ont dit qu'à travers cette triste expérience, ils avaient encore mieux compris le rôle de traître de Séguy en mai-juin 1968. Nul doute que les prochaines grèves des cheminots, inévitables, tireront ces enseignements. Une grande vigilance s'exprimera à l'égard de ceux des syndicalistes locaux qui se sont montrés plus proches des ordres du sommet que des revendications de la base. Les dirigeants syndicalistes locaux qui auront suivi la base ne se laisseront à l'avenir que bien moins influencer par les bonzes. Dans beaucoup d'endroits, le mot d'ordre a jailli : les dirigeants de Paris, coupés de la base, ne nous représentent plus, ils doivent démissionner. Certainement qu'ils ne partiront pas de leur plein gré et qu'il faudra les chasser de leur fauteuil de bonzes. La prochaine fois, il faudra des délégations de partout de la base pour commencer à occuper les locaux de la fédération C.G.T., afin d'y imposer le point de vue des cheminots en grève. D'ici là il faut donner des explications et accélérer la création de comités de base comprenant les organisés (tous syndicats) et les inorganisés. Il faut utiliser tous les moyens naturels de la S.N.C.F. pour se mettre en contact dès maintenant, partout, de gare à gare, de dépôt à dépôt, etc.

Après 8 jours de grève, les roullants ont repris le travail sur l'injonction des fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.G.A.A.C. (autonome) et F.O. Un examen rapide de ce qui leur a été concédé en regard de ce qu'ils demandaient amène l'esprit le moins prévenu à conclure : **Ce dont les fédérations de cheminots se sont contentées est sans commune mesure avec la puissance du mouvement des 30 000 roullants.**

Dès le 3^e jour de la grève, le ministre des Transports Mondon indiquait que les revendications des roullants coïncideraient à la S.N.C.F. 267 millions par an, alors que les contre-propositions de la S.N.C.F. n'en coûteraient que 50. Il n'apparaît pas que l'accord final représente un pas en avant tant soit peu sensible par rapport à ce que la S.N.C.F. et le gouvernement s'étaient résignés à lâcher dès le début de la grève. D'ailleurs le texte du protocole d'accord S.N.C.F.-syndicat est très remarquable par ce qu'il passe sous silence :

- aucune référence explicite à la réduction effective de la durée hebdomadaire du travail ;
- aucun engagement quant au recrutement du personnel nécessaire pour que les améliorations — fort modestes — résultant de la lettre des accords, ne restent pas lettre morte dans les faits.

Nous avons exposé, la semaine dernière, comment et pourquoi les contradictions entre travailleurs et pouvoir des monopoles sont plus immédiatement antagonistes que partout ailleurs, à l'étape actuelle — dans les services publics, la S.N.C.F., en particulier —. Sous couleur de « rentabiliser » la S.N.C.F., les monopoles veulent s'attaquer :

— au caractère de « service public » du chemin de fer, pénalisant ainsi l'activité économique des secteurs provinciaux condamnés par les monopoles à être de plus en plus réservoirs de main-d'œuvre (Bretagne, Centre, Sud-Ouest, Champagne, Haute-Bourgogne, Franche-Comté) ;

— au statut du personnel de la S.N.C.F., jugé « trop rigide » par le ministre Chalandon, homme de la grande banque, statut qui permet, selon lui, de faire que « souvent il y a deux ou trois personnes pour un emploi réel » (Discours prononcé début septembre à Chalons-sur-Saône) ;

— aux conditions de vie et de travail des cheminots par une accélération des cadences, une compression effrénée des effectifs et un blocage des rémunérations. Le seul obstacle de la réalisation de ce plan est de taille : il réside dans la combativité des cheminots, qui ne s'est jamais démentie, tout au long de l'histoire de la corporation, et en particulier ces dernières années.

Dependant, le pouvoir des monopoles dispose d'un atout important : la grande influence qu'exerce encore le P. « C. » F. chez les travailleurs du rail.

Ceux-ci ont, dans le passé, renoncé plus d'une fois devant ce qui leur apparaissait comme des « erreurs » des dirigeants révisionnistes de la Fédération C.G.T. des Cheminots. Mais se refusant dans leur majorité à remettre en question leur confiance en cette dernière, ils ont toujours, jusqu'à mai 68, fini par « s'aligner ».

Lors de la tempête révolutionnaire de mai-juin 68, toutefois nombre d'entre eux ont exprimé avec véhémence leur sentiment d'avoir été trahis.

C'est à partir de cette époque que les cheminots marxistes-léninistes ont vu leurs rangs grossir dans

ET DANS L'ACTION !

« SI NOUS NE POUVONS PAS, DANS CES GREVES « SAUVAGES » DEMONSTRER NOTRE REPRESENTATIVITE LORS DE L'ARRET DE TRAVAIL, ON NE PEUT PAS NOUS LA DISPUTER EN CE QUI CONCERNE LA REPRISE DU TRAVAIL. »

MASSABIAUX
Secrétaire général
de la Fédération C.G.T. des Cheminots

De la grève trahie à la grève bradée

des proportions considérables, cependant que de nombreux autres cheminots se mettaient à réfléchir sérieusement sur l'action de la C.G.T. et du P. « C. » F. dans leur corporation, depuis de nombreuses années.

Le rappel, même fort résumé de cette évolution qualitative est nécessaire pour comprendre le déroulement de la grève des roullants, du 10 au 18 septembre.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que, cette fois encore, le mouvement est parti de la base, et que les fédérations syndicales n'ont fait qu'entériner, dans un premier temps, l'extension foudroyante de ce mouvement, parti comme souvent dans le passé, d'Avignon, d'Achères — et cette fois, de Nice également.

Tous les cheminots ont été rapidement d'accord également pour estimer que les revendications des roullants n'avaient que superficiellement un aspect catégoriel. En fait, elles posaient le problème de la réduction du temps de travail, des conditions de travail, du recrutement, etc.

Rien d'étonnant dans ces conditions que la grève se soit étendue dès le 12 au service « exploitation » (personnel des gares) dans de nombreux centres (Montpellier, Lille, Tergnier, Paris-Nord, etc.).

Le mouvement semblait donc devoir s'étendre à bref délai à l'ensemble des cheminots.

C'est alors que les fédérations syndicales, C.G.T. en tête (précisons que chez les roullants, la C.G.T. représente à elle seule 70 % du personnel aux élections professionnelles) donnèrent leur premier « coup de pouce ». Mais pas dans le sens d'une extension de la grève. Lisez plutôt ces paragraphes du communiqué commun, publié le 13 septembre :

« Cette grève a déterminé, dans certains centres, les cheminots des autres services à rappeler aux autorités locales de la S.N.C.F. des problèmes locaux en suspens portant, notamment, sur les cadences de travail et les effectifs. Dans plusieurs cas ces problèmes ont trouvé un début de solution par la négociation... »

« Les fédérations réaffirment la nécessité de conduire la grève des roullants vers une issue favorable. Il y va de l'intérêt de tous les cheminots, en vue de l'action qu'il faudra mener le moment venu sur des problèmes plus généraux. »

En d'autres termes, les fédérations, prenant à contrepied la tendance générale au débrayage, affirmaient qu'il fallait maintenir le caractère étroitement catégoriel du mouvement.

La référence à l'« action qu'il faudra mener le moment venu » (sic) amenaient les cheminots à constater avec amertume que : « En somme, pour mieux mener la lutte, ne vous battez pas ! »

Il est faux que la majorité des roullants était hostile à une généralisation de la grève, et il est aussi faux que les conflits existant dans les autres services puissent être réglés autrement que par la lutte classe contre classe, le pouvoir des monopoles étant représenté à la S.N.C.F. par les grands cadres répressifs et leurs laquais.

Oui, il est faux de prétendre cela. Mais c'est cependant ce que les bonzes et leurs partisans inconditionnels ont fait colporter par la presse bourgeoise et de bouche à oreille.

Beau travail en vérité !

NICE - Les enseignements d'une lutte exemplaire :

En passant outre les consignes des syndicats réformistes et révisionnistes, les camarades cheminots des dépôts d'Avignon, Nîmes, Dijon, Périgueux, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Metz, etc., font la preuve que les accords syndicats-direction ne constituent pas une victoire comme voudraient le faire croire les dirigeants syndicaux.

Il est vrai que certaines revendications ont été satisfaites, grâce à la puissance du mouvement, une fois de plus par la base. Mais on peut déjà noter combien les syndicats ont été hors du coup dès le début : si ils ont durci leurs positions, alors qu'ils recherchaient un accord avec la direction, c'est uniquement sous la poussée de la base. Une fois de plus, les directions syndicales ont pris « le train en marche » pour le freiner, pour le conduire sur une voie de garage.

Toutes les revendications auraient pu aboutir si le mouvement n'avait pas été cloisonné dans des revendications catégorielles, si les syndicats n'avaient pas démobilité la base, si ils avaient entraîné les autres catégories de cheminots dans la lutte aux côtés de leurs camarades roullants, si ils n'avaient pas préféré les discussions « courtoises » au sommet avec messieurs les ministres à la lutte classe contre classe !

Mais étendre le mouvement n'était pas l'objectif de M. Séguy et des dirigeants syndicaux. Au nom de tous les syndicats, le porte-parole de la C.G.T. n'a-t-il pas dit « avoir été à la limite de la discussion » ? Ainsi, voilà des « représentants ouvriers » qui tiennent compte des « difficultés » de la bourgeoisie et du prétendu « intérêt général » !

Excellente définition de la collaboration de classe ! Qu'est-ce que cet « intérêt général », sinon l'intérêt des patrons, l'intérêt du capital ! Les travailleurs n'ont rien à faire des intérêts des patrons et du prétendu « intérêt général » : c'est pour leurs intérêts de classe qu'ils luttent !

Au niveau local comme au niveau national, ils représentent une véritable mafia au service de leurs intérêts personnels, et non plus au service de leurs camarades.

Dependant nous saluons les responsables syndicaux, quel que soit leur rang, qui mettent en échec les manœuvres révisionnistes.

Démasquons et rejetons les traites au mouvement ouvrier, car ils sont responsables des échecs, de l'échecement, de la démobilité et de la division des travailleurs.

— DEVELOPPER LA SOLIDARITE DE TOUS LES TRAVAILLEURS. — MOBILISER LES MASSES.

— ECOUTER ET SE METTRE AU SERVICE DES MASSES. VOILA LE ROLE D'UN SYNDICAT ET DE SES DELEGUES ! Par contre, ceux qui prétendent se substituer aux masses et prendre les décisions à leur place, ceux qui comme Allouch et Faraut, se permettent de dire aux grévistes : « c'est moi qui suis le chef et je fais ce que je veux », n'ont rien à voir avec des dirigeants au service des travailleurs.

Rejetons l'influence néfaste des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. Unissons-nous dans des comités de base !

Il est indispensable et urgent de créer partout des comités de base et des comités de quartier ; Urgent, car la crise économique sans issue du capitalisme entraîne et entraînera des luttes de classe de plus en plus dures ;

Indispensable, à cause de la trahison et de la collaboration de classe des syndicats révisionnistes et réformistes, que la bourgeoisie a tout intérêt à faire passer pour ses plus dangereux adversaires, afin de sauvegarder son pouvoir agonisant : voir les « duels » oratoires Chaban-Séguy - Chaban-Ballanger. Ces messieurs, qui s'entendent comme larrons en foire, veulent à tout prix éviter que la base ouvrière se détourne de ces organisations de collaboration et rejoigne l'avant-garde marxiste-léniniste, dont le parti, le P.C.M.L.F. (1) a été dissous le 12 juin 1968 par un décret arbitraire du pouvoir gaulliste.

Camarades, les comités de base, sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire, défendent véritablement les travailleurs, et dirigent une véritable lutte, classe contre classe, pour la victoire des revendications immédiates, sans jamais oublier que seul, l'écrasement final du capitalisme et de son régime d'exploitation, de misère et de guerre, pourra donner la victoire complète et définitive.

Oui camarades, notre langage est violent ; mais l'enjeu est grave, car les révisionnistes, drapés dans le glorieux drapeau de la grande C.G.T. d'autrefois, trompent encore un nombre important de travailleurs et les entraînent dans une voie qui est celle de l'échec et du désespoir.

POUR EN FINIR, PAR LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE AVEC LE CAPITALISME AFFAMEUR ! REJOIGNONS LES COMITES DE BASE ! VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Les comités de quartier « Humanité Rouge » (R.P.). (1) Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

(Suite page 8).

(Suite de la page 7)

Il est juste de lutter à l'intérieur de la C.G.T. (ou de la C.F.D.T.), mais encore faut-il bien comprendre que ces organisations ne sont pas, ou ne sont plus des outils de lutte contre le système capitaliste.

Ce sont des appareils solides et bien rodés, dont les objectifs sont antagoniques à ceux de la classe ouvrière.

Condamnés à agir de plus en plus ouvertement contre les intérêts et les idéaux du prolétariat, tant en raison de l'affaiblissement croissant du capital, que de leur propre dégénérescence politique et idéologique, **ils ne peuvent être combattus efficacement que si les travailleurs s'organisent en dehors d'eux dans des comités de base.**

Ils doivent se concerter, indépendamment de toute appartenance politique ou syndicale, afin de mettre

en échec, à l'avenir, le sabotage de leur lutte revendicative. Ils doivent se donner les moyens organisationnels et autres qui leur permettront, à tout moment de faire face avec succès aux manœuvres de l'ennemi de classe et de ses complices. Ils ne sont pas seuls ! Les étudiants et lycéens révolutionnaires dont l'action en mai-juin 68 fut déterminante, les paysans pauvres, les artisans, petits commerçants spoliés et expropriés par les monopoles sont leurs alliés potentiels.

Déjà les forces existent dans notre pays pour en finir avec le capitalisme oppresseur !

Camarades cheminots, travailleurs de toutes corporations, étudiez la grève des roulants S.N.C.F., tirez-en les leçons, rejetez toutes illusions concernant ceux qui depuis des années n'ont fait que vous trahir !

Unissez-vous à la base et dans l'action !

CLERMONT-FERRAND : UN TRACT DU C.D.H.R.

CHEMINOTS !

Depuis mercredi matin 10 septembre, les roulants des dépôts d'Avignon, d'Achères et Nice, brisant une nouvelle fois le préavis de cinq jours, ont déclenché une grève illimitée qui a gagné le réseau national en moins de 24 heures. Avignon et Achères ont de glorieuses traditions de lutte de classes, non révisionnistes. Sans attendre les consignes attentistes fédérales ils sont déjà à l'origine de nombreuses « grèves sauvages », manifestations de la combativité et de la volonté de lutte de l'ensemble des cheminots. En mai 1968, c'est le dépôt d'Achères qui déclencha le mouvement à la base dans toute la S.N.C.F., en l'absence des ordres des fédérations déjà effrayées par le mouvement. Cette fois encore, c'est Achères et Avignon qui se placent à la pointe du combat.

Mais les enseignements de mai-juin 1968 et des luttes de février et mars 1969, ont été tirés par tous les cheminots d'une manière originale et exemplaire :

— décision de la grève à la base, établissement par établissement ;

— grève illimitée de 36 heures ou 24 heures par chaque établissement de façon que l'ordre de reprise éventuel du travail ne vienne plus d'en haut mais de la base seule (syndiqués ou non-syndiqués unis pour toutes les décisions) ;

— assemblée générale quotidienne pour faire le point de la situation : état des discussions, et formes de lutte pour la poursuite de l'action.

SEGUY A EMPECHE LES GREVES

Depuis des mois, les bonzes syndicaux de sommet, serviettes en main et déguisés en faux ministres, sortent des salons patronaux pour entrer dans les salons ministériels, sans succès, pour des discussions sans fin qui échappent aux cheminots et démontrent ainsi la mauvaise foi des « négociateurs ». Les cheminots sont mis ainsi dans l'impossibilité d'exercer toute pression. En même temps, Seguy, Massabieaux, Beuzet, Argalon, etc., refusent de lancer l'ordre de grève attendu par tous les cheminots et tous les travailleurs.

Cette semaine, Seguy a eu le toupet de déclarer : « Nous avons pu empêcher les grèves pendant les vacances (agents de trains, contrôleurs de route, etc.) mais maintenant les cheminots en ont assez et nous ne pouvons plus nous opposer à leur action, devenue inévitable. » Voilà pourquoi les syndicats locaux, pour ne pas se laisser déborder, tentent de récupérer le mécontentement et de le récupérer au niveau catégoriel des seuls roulants, alors que le problème des conditions de travail touche tous les cheminots et tous les travailleurs.

HALTE A LA DIVISION PAR LA GREVE CATEGORIELLE

C'est vrai que les roulants en ont marre ! Depuis 20 ans

ils ont fait des dizaines de grèves pour la refonte du P.4. On continue de les amuser avec des palabres et de prétendues « négociations loyales ». Seule l'action peut faire aboutir les revendications. **Sans pression par l'action, les négociations ne sont que des parlottes de salons pour dirigeants embourgeoisés.**

A Grenelle, aucune organisation, devant le défilé de la direction S.N.C.F., n'a été en mesure de présenter un contre-projet de P.4. Cela prouve que depuis 1948 (retrait des communistes du gouvernement de Gaulle) la revendication « refonte du P.4 » n'était qu'une recette miracle pour l'agitation électorale ou les « grèves presse-boutons » pour pousser les roulants à « l'action pour l'action », et non pour la satisfaction des revendications réelles. Les « assouplissements du P.4 » n'ont servi, comme l'os qu'on jette au chien pour calmer sa grogne, qu'à camoufler l'aggravation à chaque service des roulements de plus en plus tendus et inhumains, qui usent l'homme prématurément et détruisent la cellule familiale.

C'est devant cette pression montante de la base et devant leur situation ridicule qui risquait de les renverser, que les dirigeants fédéraux (C.G.T., F.O., C.F.D.T., F.G.A.A.C.) se sont subitement empressés de s'entendre (pour une fois) pour un programme commun de P.4 contre les trois projets réactionnaires de la S.N.C.F.

Mais la refonte du P.4 ne concerne pas que les roulants. Elle concerne tous les cheminots (agents des triages, travaux de nuit VB, ateliers des dépôts, etc.). **Seul le retour immédiat aux 40 heures pour tous peut permettre la refonte complète du P.4 aussi bien pour les roulants que pour les sédentaires.**

Il faut réaliser dans l'action l'unité des roulants et des sédentaires. Il faut occuper les lieux de travail. La grève catégorielle est dépassée. La revendication est commune à tous. L'ennemi, patronat et gouvernement sont l'ennemi commun. Aussi, l'action doit être commune. La lutte de tous les cheminots rejoint la lutte de tous les autres ouvriers, des paysans et des intellectuels, étudiants, enseignants. Les roulants ne remporteront pas la victoire seuls.

Le Comité « Humanité Rouge » de Clermont-Ferrand qui regroupe les marxistes-léninistes :

— appelle les cheminots à consolider l'unité à la base, à la protéger comme la prunelle de leurs yeux, à rester vigilants sur les « négociateurs », à conserver l'initiative de la grève et des revendications en formant des comités de base regroupant syndiqués et non-syndiqués.

— appelle les cheminots à rejoindre le C.O.P.I. (Comité Ouvriers, Paysans, Intellectuels) de Clermont-Ferrand né après la capitulation de Grenelle sur la base des enseignements du printemps révolutionnaire de mai-juin 1968, organisation de liaison des comités de base existants. **C.D.H.R.** (Tract distribué pendant la grève.)

LA C.F.D.T. BRADE LA GREVE AUX PAPETERIES DE BRETAGNE

Les ouvriers s'étaient mis en grève (cf. H.R. n° 23 et 26) pour faire aboutir leurs revendications :

- réintégration des ouvriers licenciés,
- meilleures conditions de travail,
- augmentation des salaires, et en particulier des plus bas,
- droit de réunion et d'information.

Au début la C.F.D.T., seul syndicat de la boîte, organisa correctement la grève. L'usine fut d'abord occupée partiellement et les ouvriers s'opposèrent à ce que les clients se servent sur les stocks. Puis elle fut occupée intégralement et l'accès en fut interdit à la direction.

Des collectes rapportèrent plus d'un million et chaque jour il y avait une distribution de vivres. Un Comité de Défense de l'Humanité Rouge (C.D.H.R.) apportait son soutien politique aux grévistes et colla des affiches popularisant cette grève dans toute la zone industrielle de la route de Lorient. Une collecte organisée en commun par des militants marxistes-léninistes et des ouvriers des papeteries au Restaurant Universitaire rapporta plus de 46 000 F.

La direction exigeait toujours la reprise du travail sans conditions. Et le 15 septembre, alors que le capitaliste suisse arrivait pour négocier, la direction et les flics ont fait pression sur les délégués C.F.D.T. pour que les travailleurs évacuent l'usine. En acceptant, ils ont affaibli la position de force des travailleurs. De même en ne faisant pas un appel clair à tous les travailleurs de Rennes pour manifester en ville le lundi soir aux côtés des grévistes des papeteries, l'Union locale C.F.D.T. n'a pas organisé l'unité des travailleurs. Seule une lettre avait été adressée aux sections syndicales C.F.D.T. de Rennes. Il n'y avait pas d'appel précis

dans le journal local Ouest-France. Les syndiqués C.G.T. étaient tenus à l'écart à cause des rivalités de sectes opposant C.F.D.T. et C.G.T.

Le résultat fut que la manifestation de masse à laquelle les ouvriers s'attendaient ne regroupa qu'une dizaine de travailleurs de l'extérieur et des étudiants. « Seuls les étudiants nous soutiennent », entendit-on le lendemain.

Le 16, à l'ouverture des négociations, la direction était donc en position de force. L'usine n'était plus aux mains des travailleurs, et la petite manifestation de la veille ne l'avait pas intimidé. Elle proposa donc :

— une indemnité de 300 000 AF pour un ouvrier licencié ;

— le protocole d'accord suivant : La direction s'engage, au plus tard 15 jours après la reprise du travail, à examiner au cours d'une assemblée paritaire les problèmes intéressant les ouvriers, et notamment ceux de la classification des sécheurs et des chauffeurs, ainsi que la possibilité d'une révision des salaires.

Le lendemain la reprise fut décidée.

Les ouvriers apprenaient quand même une bonne nouvelle : sur l'initiative d'étudiants, les employés de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France débloquaient 300 000 AF sur un fonds de 1 million 500 000 AF destiné à venir en aide aux grévistes.

Une conclusion s'impose : après 22 jours de grève, la reprise s'est faite sur de vagues promesses. La direction locale réformiste de la C.F.D.T. a trahi la lutte.

Seul un vrai syndicat de lutte de classe permettra de faire céder les patrons et rendra possible la destruction du régime d'exploitation de l'homme par l'homme.

Correspondant H.R. (Rennes).

Les attaques du pouvoir des monopoles contre les petits commerçants et artisans

Depuis de longues années les petits commerçants et artisans ont été une classe privilégiée par rapport à la classe ouvrière. Le pouvoir des monopoles accordait aux commerçants de nombreux avantages pris sur le dos de la classe ouvrière.

Mais depuis quelques temps le système capitaliste, ne tirant plus assez de profits des commerçants, essaie par tous les moyens de les faire disparaître pour les remplacer par des grands magasins (Prisunic, Supermarchés) qui vendent moins cher mais beaucoup plus et tirent donc de plus grands profits.

L'assurance maladie sert à accélérer le processus de destruction des petits commerçants et artisans. La petite chirurgie (piqûres, luxation du genou, amputation des orteils) n'est pas remboursée. Seule l'est la chirurgie à domicile. Mais prenons par exemple le cas d'une amputation de la jambe : ne pouvant être faite à domicile, le malade est envoyé à l'hôpital au prix de 320 F par jour.

Le C.I.D. demande le remboursement, qu'il s'agisse de petite chirurgie ou non.

Les monopoles essaient par tous les moyens de dresser les ouvriers contre les petits commerçants. Mais nous savons que le responsable des hausses des prix, c'est le système capitaliste. Il faut donc que la classe ouvrière et les petits commerçants conscients de leur proche disparition, s'unissent pour lutter contre le pouvoir des monopoles. Car de toute manière, quoi qu'ils fassent, ils seront dévorés par les trusts commerciaux. Il faut donc leur faire prendre conscience que seuls ils ne peuvent rien, que seule l'alliance avec la classe ouvrière leur permettra de lutter efficacement contre les monopoles.

Quelles sont les réactions des petits commerçants et artisans sous l'influence du mouvement de la Tour du Pin ?

On se rappelle que ce mouvement est né il y a quelques mois et d'une manière assez spectaculaire en brûlant des dossiers gardés à la Perception de la Tour du Pin, dans l'Isère. Son dirigeant, Nicoud, fut arrêté pendant neuf jours et relâché après de violentes manifestations (matraquages des C.R.S.) à Bourgoin.

C'est une des caractéristiques de ce mouvement par rapport à ceux de Pujade et Gingembre qui sont des représentants de la grande bourgeoisie. Pujade, après la démagogie fascisante, xénophobe des années 56, est aujourd'hui un porte-parole des monopoles. Gingembre, dirigeant des P.M.E., s'en est tenu, pendant la période du référendum et des élections à une « stricte neutralité », refusant de désigner comme ennemi le pouvoir des monopoles, la grande bourgeoisie. Et pour cause...

Le mouvement de la Tour du Pin semble regrouper plutôt des artisans et petits commerçants. C'était du moins le cas pour le meeting organisé le 8 septembre à la Mutualité par les « Comités d'information et de défense » de Lyon et de l'Isère, en direction des commerçants et artisans parisiens. A ce meeting on pouvait constater une grande combativité et une volonté de passer à l'action. Nicoud, dans son intervention, a même expliqué qu'ils étaient prêts à se heurter aux forces de répression, qu'il n'y avait pas de honte à être poursuivi ou emprisonné pour avoir lutté, qu'on ne pouvait faire autrement qu'être « révolutionnaire ».

Toujours à l'actif de ce mouvement, les attaques contre les grosses sociétés véritables responsables. Nicoud a souligné que la dévaluation ne s'était pas faite dans le plus grand secret, puisque Michelin avait prévu le coup et augmenté le prix des pneus de 10 % à la mi-août. Les augmentations seront décidées par les trusts.

Nicoud a mis en avant la nécessité d'expliquer à la masse salariale des ouvriers et employés que les responsables sont les gros et non les petits, contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement. Les petits commerçants et artisans vivent de leur travail et ne veulent pas être une classe privilégiée. Ils demandent des conditions de vie décentes.

Malgré tout, il y a un certain nombre d'aspects négatifs : des attaques ambiguës contre le mouvement étudiant (« je suis allé en prison, on ne peut pas en dire autant de Cohn Bendit ») quoiqu'il parle en même temps des « mêmes matraques qui frappent ouvriers et étudiants » ; certaines attaques contre les salariés qui ont de grosses ordonnances, ce qui explique le déficit de la Sécurité Sociale. Nicoud a montré aussi un patriotisme un peu cocardier qui peut conduire au mépris des travailleurs étrangers et à oublier le véritable ennemi. Enfin, la différence entre petits et gros n'est pas toujours clairement faite.

A cela s'ajoute le refus de placer le mouvement sur un terrain politique. On parle de grosses sociétés mais pas du capitalisme. Il est question de revendications immédiates mais pas de perspectives à long terme.

« Les travailleurs individuels veulent survivre en tant que tels ». En fait, le capitalisme les fait disparaître et ne leur offre comme perspectives que la situation d'exploité du prolétaire ou, pire, le chômage pour les plus âgés. Seul le socialisme pourra vraiment leur offrir la situation de salarié mais non d'exploité. C'est à nous d'expliquer cette perspective pour les unir à la classe ouvrière, sous sa direction.

**SUR LE FRONT
ÉTUDIANT**

**NON au plan de « redressement » !
NON à la participation !
FRONT UNI « TRAVAILLEURS-ÉTUDIANTS »**

A en croire ses récents discours, Guichard est presque aussi libéral que son prédécesseur Edgar Faure. Il fait de longues tirades ampoulées pour dire qu'il y a des problèmes à l'Université, problèmes de « structures », d'« adéquation », d'« intégration » qui semblent lui donner le vertige et le tourmenter sincèrement. En fait, Guichard, comme les autres ministres bourgeois, sait très bien où il veut en venir : utiliser le plus efficacement possible l'Université pour la faire servir à l'augmentation des profits patronaux ; continuer dans la lignée des plans Faure-Fouchet pour que l'Université fournisse massivement la main-d'œuvre d'experts dociles dont a besoin le capitalisme monopoliste d'Etat.

TIRER UN BILAN

Après mai, le mouvement étudiant a connu une période d'extrême confusion idéologique. Se nourrissant trop souvent d'illusions, il a vu fleurir dans son sein un grand nombre de théories fumeuses, avant-gardistes, spontanéistes ou anarchisantes. La trahison révisionniste amenait certains à nier ou à diminuer sous une forme ou sous une autre le rôle révolutionnaire décisif du prolétariat, la phraséologie et l'idéologie petites-bourgeoises se mêlant chez eux aux velléités révolutionnaires (souvent sincères). L'année qui a précédé fut marquée par une activité intense mais mal ordonnée, par des luttes aiguës mais mal dirigées, par des mobilisations de masse fréquentes mais très vite avortées. Les organisations de masse (C.A.), d'abord puissantes, se sont émietées à tel point que l'U.N.E.F. apparaît aujourd'hui à nouveau comme la seule organisation de masse vraiment solide. Dans ces conditions, une première tâche s'impose aux étudiants révolutionnaires : tirer un bilan. Mais cela ne pourra se faire dans l'abstrait. C'est à partir des objectifs qu'ils se fixent, à partir aussi de leurs expériences concrètes que les étudiants révolutionnaires pourront corriger leurs carences, unifier leur mouvement, accroître sa puissance politique. S'ils se sont parfois coupés des masses, favorisant ainsi les entreprises démagogiques des révisionnistes et autres participants, s'ils ont été incapables d'organiser réellement l'ardeur anticapitaliste d'une grande masse d'étudiants, c'est parce qu'ils agissaient sans plan, sans stratégie et sans tactique, bref, sans direction d'ensemble. C'est à combler cette lacune que doivent d'abord s'employer leurs efforts.

**METTRE LE MOUVEMENT ETUDIANT
SOUS LA DIRECTION**

DE LA CLASSE OUVRIERE REORGANISEE

Ce qui est clair, c'est que la lutte anticapitaliste des étudiants passe par l'unité avec la classe ouvrière. Ce qui l'est aussi, c'est qu'il ne peut s'agir d'une unité avec les directions actuelles (P.-C.-F., C.G.T.), qui ont failli à leur tâche révolutionnaire. Le mouvement étudiant doit donc avant tout rechercher l'unité avec la frange la plus combative du prolétariat, avec les ouvriers révolutionnaires qui commencent à se réorganiser dans des Comités de base en arrachant pied à pied les masses à l'influence du révisionnisme. Le Front Uni antimonopoliste des étudiants et des ouvriers, tel est l'objectif fondamental. Mais comment faire pour que cette unité se réalise, pour qu'elle ne soit pas le fait de quelques éléments isolés mais au contraire qu'elle devienne de plus en plus massive et menaçante pour la bourgeoisie ? Certains pensent qu'il suffit pour l'instant aux étudiants révolutionnaires de se lier aux ouvriers révolutionnaires, abandonnant les luttes universitaires aux révisionnistes et aux réactionnaires. De la sorte, par leur absence dans le milieu étudiant, ils s'interdisent la possibilité pour l'avenir de regrouper de larges fractions d'étudiants aux côtés des travailleurs. Une telle position néglige la nécessité du travail prolongé dans les masses, en contact étroit avec leurs problèmes quotidiens. Pas plus que les travailleurs marxistes-léninistes n'entraîneront les larges masses sans être profondément reliés à elles, sans un travail patient et tenace parmi elles, les étudiants révolutionnaires ne pourront regrouper la masse étudiante mobilisée au mois de mai sans ce même travail patient et tenace au sein même du milieu étudiant. Pour d'autres, leur attitude consiste à forcer le défilé mobilisateur des étudiants, n'importe quand et n'importe comment, sans penser que la révolte de mai n'a été possible que parce que les étudiants étaient sensibilisés à certains problèmes idéologiques et économiques qui continuent de se poser sous des formes diverses et qu'il convient justement de sensibiliser à nouveau les étudiants à ces problèmes pour que de nouvelles mobilisations soient possibles. Les étudiants constituent une masse petite-bourgeoise de plus en plus menacée par le pouvoir des monopoles. C'est pour cela avant tout qu'ils peuvent être en mesure de rallier la lutte du prolétariat. Il ne faut jamais l'oublier.

Le Front Uni des travailleurs et des étudiants ne pourra se faire réellement que si ces derniers sont déjà mobilisés contre le capitalisme sur leurs problèmes propres. Cela ne veut pas dire qu'il y a deux étapes au travail en milieu étudiant : une première qui serait « universitaire » et une seconde qui serait « politique ». Luttés spécifiques et luttés politiques globales doivent bien sûr être menées de concert mais, en aucun cas, les premières ne doivent être négligées. Ainsi, quatre grands axes de lutte doivent pouvoir marquer la prochaine rentrée universitaire :

- lutte contre le plan de « redressement » et ses conséquences en milieu étudiant ;
- Poursuite du combat contre la participation, contre ses aspects idéologiques aussi bien que contre l'incursion grandissante du patronat dans les universités ;
- recherche de l'unité avec les ouvriers révolutionnaires et soutien systématique des masses prolétariennes en lutte ;
- maintien de la propagande et de la mobilisation contre l'impérialisme (américain, russe, français.).

NON AU PLAN DE REDRESSEMENT

La dévaluation et les mesures qui l'ont suivie ne seront pas ressenties seulement par les masses laborieuses (hausse des prix et baisse de leur pouvoir d'achat, nouvelle augmentation du chômage et des cadences, etc.). A l'université, cela se traduit par la diminution des crédits d'équipement et de fonctionnement ; et comme il faut bien pallier la pénurie, une nouvelle contribution va être

demandée aux étudiants sous la forme de hausse de tarifs de restaurants universitaires et des loyers de cités universitaires. D'ores et déjà d'ailleurs, les droits d'inscription en faculté sont majorés de 50 F. Dans le même temps, rien n'est prévu pour l'augmentation des taux de bourses ni bien sûr pour l'augmentation de leurs attributions.

Il ne s'agit pas là de problèmes mineurs, il serait stupide de le croire. Les étudiants sont bien sûr touchés de manières très diverses par ces mesures, selon leur origine de classe et leurs ressources. Mais pour ceux qui, chaque année, doivent courir à la recherche de travail « noir » pour subsister, doivent chercher activement et péniblement les chambres minuscules qu'on leur offre royalement pour 200 ou 250 F par mois (quand ce n'est pas davantage), la majoration de 50 F des droits d'inscription en faculté constitue une véritable calamité, d'autant qu'ils sont eux aussi touchés par la hausse des prix. Ce ne sera plus 100 mais 150 F qu'ils devront trouver pour s'inscrire en faculté. En revanche, pour le gouvernement qui table sur l'inertie des étudiants en la matière, il s'agit d'une bonne aubaine qui lui rapportera sans coup férir de quoi

financer en partie le déficit de l'université. Face à cela, les étudiants ne doivent pas rester inactifs.

Dans un premier temps, il est nécessaire d'axer la lutte contre la hausse des droits d'inscription. Il s'agit là d'un thème mobilisateur qui pourra toucher de très nombreux étudiants et qui permettra de développer largement la propagande pour le Front Uni anticapitaliste des travailleurs et des étudiants dans ce premier cadre de la lutte contre le plan de « redressement » qui touche finalement l'ensemble des couches et classes antimonopolistes.

Dès maintenant, il doit être possible, dans chaque faculté, d'organiser des réunions d'information afin de mettre au point les formes d'action qui permettront de refuser massivement de payer l'augmentation des droits d'inscription. Une large campagne doit être entreprise, s'efforçant de replacer ce problème économique dans le cadre plus général de la lutte anticapitaliste et popularisant les premières réactions des travailleurs face à ce plan de « redressement » (grève des roulants, de la R.A.T.P., etc.). Cette campagne s'adressera dès maintenant aux étudiants qui viennent chercher leur dossier d'inscription. Avec eux pourront être déterminées plus précisément les formes concrètes à donner à la riposte (piquets devant les caisses, paiements sans la majoration, etc.).

**ORGANISONS-NOUS CONTRE LA HAUSSE
DES DROITS D'INSCRIPTION EN FACULTE !**

(A suivre).



KOSSYGUINE A PEKIN : UNE DEFAITE MAJEURE DU REVISIONNISME

Kossyguine, chef du gouvernement révisionniste russe a été reçu pendant quatre heures à l'aérodrome de Pékin par le Premier Ministre de la République populaire de Chine, le camarade Chou En-lai. Telle est la nouvelle qui « tombait », tard dans la soirée du 11 septembre.

Il n'en faut pas plus pour qu'ici ou là, des voix s'élevaient pour louer la « sagesse » des chefs de file révisionnistes qui auraient « su donner un coup d'arrêt à la tension sino-soviétique ».

D'autres voix, non moins suspectes, telle celle de Maurice Duverger dans le « Nouvel Observateur », découvrent soudain que « l'opposition des deux communismes se réduit à peu de chose », etc.

Gageons qu'il se trouvera bien une voix trotskiste pour parler de la « réconciliation des deux bureaucraties stalinienne ».

Comme le ridicule ne tue pas, tout ce beau monde ne risque rien !

En fait, l'entrevue du 11 septembre ne marque nul revirement dans la position du gouvernement et du Parti communiste chinois.

Le contact établi avec le gouvernement révisionniste russe n'est pas qualitativement différent de ceux existant avec nombre d'autres Etats impérialistes tels la France.

De même, avec les impérialistes yankees, la République populaire de Chine a maintenu les contacts au niveau des ambassadeurs à Varsovie. Comme ce n'est pas la Chine qui occupe une partie des U.S.A., mais la 7^e flotte U.S. qui protège le gouvernement fantoche installé dans l'île de Tai-Wan (province chinoise), il ne dépend pas de la R.P.C. que ses relations d'Etat à Etat s'améliorent avec les U.S.A.

En ce qui concerne le social-impérialisme russe, des contradictions antagoniques l'opposent toujours à la Chine populaire, bastion du socialisme.

Cependant, c'est au peuple américain d'en finir avec le capitalisme monopoliste d'Etat yankee, et c'est aux peuples de l'U.R.S.S. et des autres Etats à direction révisionniste d'abattre les cliques qui ont usurpé le pouvoir et restauré le capitalisme dans ces pays.

La position des marxistes-léninistes, et, puisqu'il s'agit d'eux, des camarades chinois sur le problème de la guerre et de la paix est bien connue :

- a) ils sont résolument opposés à toute guerre d'agression ;
- b) ceci posé, ils repoussent le chantage à la guerre des impérialistes et des sociaux-impérialistes.

Cette attitude de principe n'est pas nouvelle. En 1945, analysant la situation intérieure, le camarade Mao Tsé-toung indiquait :

« La manière de riposter du tac au tac dépend de la situation. Parfois, ne pas aller négocier, c'est riposter du tac au tac ; parfois, aller négocier, c'est aussi riposter du tac au tac. »

... Si l'on vient pour se battre, nous nous battons pour gagner la paix. La paix ne viendra pas si nous ne portons pas des coups sévères aux réactionnaires qui osent attaquer les régions libérées. »

Répondant aux questions posées par des journalistes américains, le 2 avril 1952, le camarade Staline indiquait d'ailleurs, pour sa part :

« La coexistence pacifique est pleinement possible s'il existe un désir mutuel de coopérer, si l'on est prêts à remplir les engagements contractés, si l'on

observe le principe de la non-immixtion dans les affaires des autres Etats. »

Ces principes restent la base de l'attitude des communistes en matière de relations entre Etats à systèmes sociaux différents. Cela ne contredit pas le soutien internationaliste aux prolétaires et aux peuples opprimés du monde entier.

Quant à la question des frontières sino-soviétiques, cheval de bataille de la clique social-impérialiste de Moscou pour démontrer « l'agressivité de la Chine maoïste », nous rappellerons que, là aussi, la position du Parti communiste et de l'Etat chinois est parfaitement claire. Le 24 mai 1969, le gouvernement de la R.P.C. indiquait, une fois de plus :

« Le gouvernement chinois estime qu'il faut reconnaître tous les traités relatifs à l'actuelle frontière sino-soviétique comme des traités inégaux, imposés à la Chine par l'impérialisme russe. Cependant, considérant que ces traités furent imposés à la Chine par l'impérialisme tsariste alors que les peuples chinois et russe se trouvaient, l'un comme l'autre, privés de tout pouvoir, que le peuple soviétique n'en est pas responsable, et considérant que des masses du peuple travailleur soviétique vivent depuis longtemps sur les territoires concernés, le gouvernement chinois... est toujours disposé à prendre ces traités inégaux comme base pour délimiter l'alignement de l'ensemble de la frontière entre les deux pays et résoudre tous les problèmes relatifs à la frontière. »

Sur une telle base, la Chine populaire a réglé ses problèmes frontaliers avec tous ses voisins, sauf l'Inde et l'U.R.S.S. Si la clique Khrouchtchev-Brejnev ne nourrissait pas, de concert avec les réactionnaires indiens et les impérialistes yankees, des desseins agressifs à l'égard de la Chine, il leur aurait été très facile d'arriver à un accord sur ce point. L'avenir proche nous dira si le social-impérialisme russe a renoncé ou non à ses activités agressives contre la Chine populaire et notamment à son projet d'alliance anti-chinoise, baptisé « pacte de sécurité collective en Asie », et s'il est décidé à résoudre les questions pendantes entre l'U.R.S.S. et la Chine populaire sur la base de la coexistence pacifique entre Etats.

Pour le moment, les chefs de file révisionnistes n'ont toujours pas renoncé à leur théorie de souveraineté limitée des Etats socialistes, au nom de laquelle ils ont envahi la Tchécoslovaquie.

Mais, s'agissant de la Chine, il se peut que le renard Brejnev ait trouvé les raisins trop verts, ce qui expliquerait sa soudaine « sagesse » tant louée par la presse occidentale.

Mais en tout état de cause, la coexistence ne s'étend pas et ne saurait s'étendre au domaine idéologique. Le fait que la rencontre de Pékin ait eu lieu au niveau des chefs de gouvernements et non des dirigeants du Parti, est en lui-même dépourvu de toute ambiguïté à cet égard.

Demain comme hier, pour les communistes véritables, au premier rang, les valeureux partis communistes chinois, albanais, la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme passera par la dénonciation impitoyable du révisionnisme, idéologie de trahison, de collaboration de classe à l'échelle internationale, et de restauration du capitalisme.

Cette lutte est une lutte à mort !
Le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung triompheront !

« L'impitoyable exploitation économique et la cruelle oppression politique de la part des propriétaires fonciers contraignent la paysannerie à entreprendre un grand nombre d'insurrections contre leur domination. »

Mao Tsé-toung.

(« La révolution chinoise et le Parti communiste chinois. »)



SOUS LA CONDUITE
DU PARTI COMMUNISTE INDIEN
(M.L.) LE PEUPLE INDIEN
SE LIBERERA DE LA MISERE !

Le Parti Communiste Indien (M.-L.) appelle à la lutte armée à la mémoire des martyrs révolutionnaires

Le Comité d'organisation central du Parti communiste indien (m.-l.) et le Comité d'organisation du district de Srikakulam du parti ont adopté, séparément, une résolution d'appel au peuple indien pour qu'il continue la volonté révolutionnaire de Panchadi Krishnamurty et de six autres combattants révolutionnaires assassinés par le gouvernement réactionnaire et mette en pleine valeur leur esprit consistant à oser lutter, oser se sacrifier et oser vaincre afin de développer la lutte armée révolutionnaire et de porter des coups sévères à l'ennemi, apprenons-nous de New-Delhi.

Sous la direction du P.C.I. (m.-l.), la lutte armée révolutionnaire s'étend de Naxalbari dans le Bengale occidental à 19 régions de neufs districts, y compris Srikakulam dans l'Etat d'Andhra, ainsi qu'à quelques autres Etats. Le gouvernement réactionnaire qui tremble de peur et nourrit une haine mortelle à l'égard des progrès de la lutte armée des paysans, fait preuve d'une brutalité plus grande que jamais dans la répression du P.C.I. (m.-l.) et des forces armées populaires. Panchadi Krishnamurty et ces six autres guérilléros circulaient dans la région de Srikakulam quand un important contingent de la police armée les arrêta. Très peu de temps après ils étaient assassinés.

Avant de mourir, Krishnamurty a dit, le front haut, aux officiers de police : « Ce n'est pas en nous assassinant que vous pourrez arrêter la marche en avant de la révolution. Aucune force sur terre ne peut étouffer la révolution armée naissante de notre peuple. L'actuel régime d'exploitation et d'oppression est condamné à disparaître. »

Krishnamurty et les six guérilléros sont tombés en criant : « Vive le P.C.I. (m.-l.) ! », « Vive la révolution

indienne ! », « La révolution indienne triomphera ! » « Vive le président Mao ! » « Vive notre dirigeant bien-aimé le camarade Mao Tsé-toung, qu'il vive longtemps, très longtemps ! »

Cet assassinat montre bien la cruauté et la faiblesse des réactionnaires indiens et renforce encore la volonté de combat des combattants révolutionnaires et de tous les révolutionnaires.

Le camarade Krishnamurty était né dans une famille de paysans pauvres. Il fut un des fondateurs du P.C.I. (m.-l.) et était membre de son Comité d'organisation central. Il fut aussi un des organisateurs et un des dirigeants de la lutte armée dans le district de Srikakulam et d'autres districts de l'Etat d'Andhra ainsi que dans quelques régions de l'Etat d'Orissa. Il était aimé du peuple et craint de l'ennemi. Cinq des six autres révolutionnaires assassinés en même temps que lui étaient également membres du P.C.I. (m.-l.). Tous étaient nés dans des familles de paysans pauvres et étaient d'excellents guérilléros. Ces six camarades, à l'exception d'un seul qui avait 50 ans, étaient âgés de 13 à 20 ans. Le camarade Niranjanrao n'avait que 13 ans et il travaillait chez un tailleur. Il étudiait les œuvres du président Mao avec soin. Il connaissait de mémoire et expliquait à sa mère de nombreuses citations du président Mao. Malgré son jeune âge, il participait aux côtés de ses parents à la lutte révolutionnaire.

Le Comité d'organisation central du P.C.I. (m.-l.) a adopté le 9 juillet une résolution d'appel au peuple pour qu'il continue l'esprit révolutionnaire des martyrs : oser lutter, oser se sacrifier et oser vaincre. La résolution

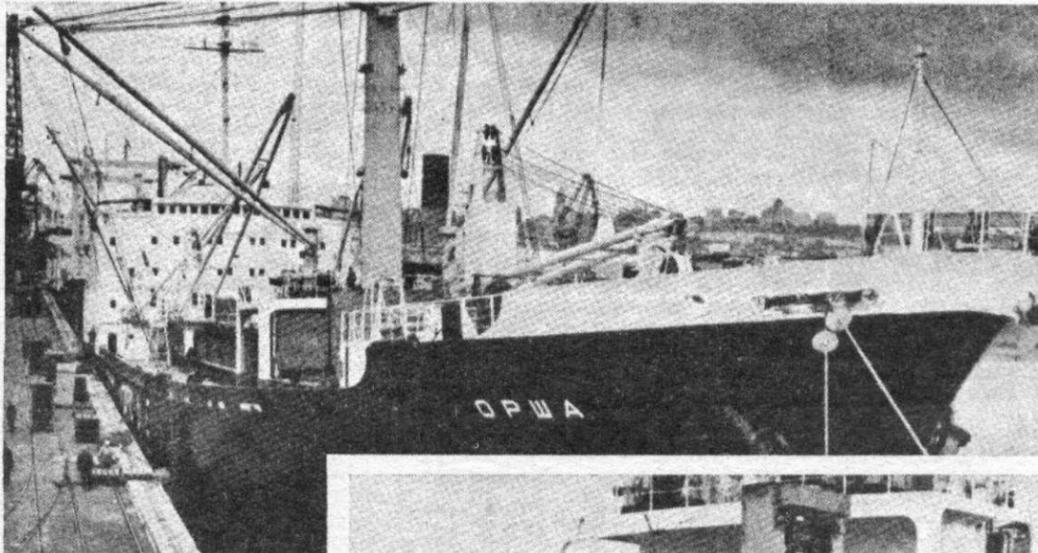
souligne : « Transformons notre douleur en haine pour l'ennemi et portons-lui des coups plus puissants encore afin que la cause de la révolution indienne, pour qui le camarade Krishnamurty et ces six camarades sont morts, triomphe le plus rapidement possible. »

Le Comité d'organisation du district de Srikakulam du P.C.I. (m.-l.) a publié une déclaration intitulée : « Continuons la guérilla ». Dans le numéro d'août de la revue « Libération », on y lit : « Avec le sacrifice du camarade Panchadi Krishnamurty et des six camarades révolutionnaires, la population de Srikakulam a perdu un dirigeant inestimable et des compagnons d'armes. »

« La mort d'un héros donne naissance à des milliers de héros ! ». « Portons haut le drapeau rouge et nous réaliserons certainement les espoirs de nos martyrs. Nous instaurerons le socialisme et le communisme dans notre pays. Notre vie ne peut avoir de tâche plus glorieuse et plus grande. »

Le peuple indien pleure la mort de ces sept révolutionnaires et nourrit une haine sans borne pour les réactionnaires. D'innombrables lettres arrivent au P.C.I. (m.-l.). Des réunions à la mémoire des martyrs ont été organisées jusque dans des villages très reculés du district et des milliers de personnes ont parcouru de grandes distances pour venir jusqu'au siège du P.C.I. (m.-l.) exprimer leur détermination de venger ces camarades assassinés par l'ennemi de classe. Les révolutionnaires de Srikakulam et de tous les districts de l'Etat d'Andhra sont décidés à continuer la lutte armée, à anéantir l'ennemi et à venger ces camarades assassinés. La lutte armée des paysans se développe rapidement dans l'Etat d'Andhra.

PREUVE IRRÉFUTABLE DE LA TRAHISON RÉVISIONNISTE !



**CES DEUX PHOTOS : UNE PREUVE IRREFUTABLE
DE LA TRAHISON DE LA CLIQUE REVISIONNISTE SOVIETIQUE**

Le navire soviétique « Orsha » déchargeant du titane dans le port de Seattle aux U.S.A. !

L'impérialisme américain a besoin de ce métal d'importance stratégique. Il en a besoin à cause de l'héroïque résistance du peuple vietnamien. La clique révisionniste soviétique « critique » encore un peu l'impérialisme américain et l'impérialisme en général. Mais les faits révèlent que les paroles ne sont qu'un écran de fumée cachant le soutien réel apporté à l'impérialisme U.S.

Les révisionnistes soviétiques se proclament les amis du peuple vietnamien. Quels amis ! Ces monstres du Kremlin ne cessent d'attaquer le grand peuple chinois et ses dirigeants, l'accusant de freiner le transport des livraisons soviétiques au Viêt-nam. Bien au contraire, la Chine a toujours facilité ce transport. Alors que ce chargement de titane aidera les impérialistes U.S. à remplir des milliers d'avions qui se déverseront sur le Viêt-nam !

Les renégats du Kremlin, tout comme les impérialistes américains, aident les régimes les plus réactionnaires du monde : ils envoient des armes à l'Inde, reconnaissent la « Malaisie », régime au service des impérialistes britanniques, soutiennent le gouvernement fasciste de Gorton... et, bien sûr, sont en collusion étroite avec l'impérialisme américain.

Chaque jour, ils révèlent plus clairement ce qu'ils sont : les plus grands traîtres de l'Histoire.

(Photos tirées de « Vanguard », organe du Parti communiste marxiste léniniste d'Australie.)

Naked Treachery Of Soviet Revisionism

The above photos should be circulated very widely. They are irrefutable proof of the diabolical treachery of the Soviet revisionist clique.



Un appel du Parti Communiste (M.-L.) d'Italie

QUE LA CLASSE OUVRIERE, PAR SES LUTTES, FRAPPE LES CENTRES VITAUX DE L'EXPLOITATION PATRONALE, QU'ELLE MANIFESTE UNE ACTION POLITIQUE GENERALE CONTRE LE SYSTEME CAPITALISTE, CONTRE SES PLANS REACTIONNAIRES ET BELLICISTES !

Travailleurs ! En ce moment les ouvriers, les salariés agricoles, les paysans pauvres, les larges masses populaires sont engagés plus que jamais dans un âpre combat de classe contre l'oppression et l'exploitation de la bourgeoisie. En particulier, bientôt, beaucoup de travailleurs devront affronter la lutte pour le renouvellement des contrats de travail. Quel est le caractère de cette lutte et ses objectifs ? Le caractère de cette lutte est le refus de la classe ouvrière et de la majorité des masses populaires de payer le prix d'une tentative désespérée de la bourgeoisie de résoudre la crise.

La crise de la bourgeoisie italienne est étroitement liée à la crise du capitalisme et de l'impérialisme à l'échelle mondiale. En frappant le capitalisme dans la production, dans ses bases économiques, on frappe directement l'impérialisme. « Notre époque est celle où l'impérialisme va vers son effondrement total et le socialisme avance vers la victoire dans le monde entier. »

La lutte des travailleurs italiens s'inscrit dans celle plus générale de tous les peuples opprimés et exploités contre l'impérialisme, le social-impérialisme et ses laquais qui mènent une politique d'agression surtout contre la Chine, l'Albanie, bastions du socialisme et des luttes du prolétariat mondial contre l'oppression et l'exploitation. Les provocations militaires des sociaux-impérialistes soviétiques contre la Chine populaire et l'Albanie sont récentes, provocations qui ont soulevé l'indignation des masses populaires du monde entier.

Les luttes populaires s'étendent aujourd'hui du Vietnam à la Palestine, de la Thaïlande à la Colombie, de la Tchécoslovaquie à l'Angola. Dans le cœur même de l'impérialisme, aux Etats-Unis, les Afro-Américains unis aux ouvriers américains les plus exploités, développent la lutte de classe. Dans l'Europe capitaliste, comme l'indique avec force le mai rouge français, les travailleurs mènent toujours plus vigoureusement la lutte de classe, aggravant la crise du capitalisme pris dans l'étau de ses contradictions. En Italie, la bourgeoisie monopoliste est plus que jamais minée par ses contradictions incurables et dans la pression des luttes de masses, elle va vers son



Les ouvriers de Turin rispostent aux provocations policières.

ses tromperies. Du fascisme à la démocratie bourgeoise, les travailleurs ont connu la misère, les persécutions, la répression, les leurre, jusqu'aux bavardages des révisionnistes sur la « nouvelle majorité » et sur la voie pacifique parlementaire. Comme l'ont montré les luttes à la Fiat, à Pirelli, les luttes de Fondi, Avola et Battipaglia, les luttes de Naples et Cagliari ; les travailleurs sont en train de perdre de plus en plus toute illusion sur le parlementarisme, sur le réformisme économique dans l'usine, ils perdent de plus en plus confiance dans l'unité corporatiste avec le patron, proposée par la C.G.I.L., la C.I.S.L. = C.F.D.T. et la V.I.L. = F.O. La classe ouvrière est en train de recréer une unité authentique qui s'exprime par la lutte à fond contre le patron et ses laquais révisionnistes sociaux-démocrates et cléricaux. Les luttes estudiantines en se liant avec les luttes ouvrières et paysannes, contribuent à infliger des durs coups au système bourgeois en s'inscrivant dans le vaste mouvement populaire dirigé par la classe ouvrière.

L'augmentation du coût de la vie, le chômage permanent, les salaires bloqués de fait face au coût de la vie, l'intensification de l'exploitation dans les usines surtout au moyen des cadences, des contrôles de type fasciste et l'emploi du travail à tâche, des heures supplémentaires, des primes, l'essai de diviser les ouvriers par les qualifications, la lourde exploitation des jeunes, les discriminations de salaire, la crise spécifique du Sud, la crise toujours grandissante dans les campagnes. Ceci est le caractère de l'exploitation capitaliste.

Ouvriers ! En ce moment vous êtes en train de vous engager dans la lutte pour les contrats de travail, pour conquérir de meilleures conditions de vie. Les centrales syndicales, instruments du P.C.I., du P.S.I.U.P., du P.S.J., du P.S.U., de la D.C. (Démocratie Chrétienne) et des fascistes, s'agitent autour des contrats de travail. Leur objectif est de canaliser les forces de la rébellion des masses sur le terrain économiste, dans le cadre du sys-

tème bourgeois. Ils essaient de manœuvrer pour capter le mouvement des masses et s'en servir dans le jeu parlementaire d'auxiliaire du gouvernement. Les ouvriers doivent se méfier de tous ceux qui, tout en proposant des objectifs économiques, ne se battent pas de façon conséquente pour leur réalisation et ne les encadrent pas dans la lutte plus générale contre le système bourgeois d'exploitation et d'oppression.

La lutte pour les contrats n'est efficace que si elle est liée à la lutte contre l'augmentation du coût de la vie, contre tous les aspects de l'exploitation.

Travailleurs ! La classe capitaliste tente des offensives comme récemment à la Fiat, mais la classe ouvrière, de plus en plus consciente de sa force est ferme face à l'offensive et manifeste la plus complète capacité de jouer son rôle historique.

En un crescendo continu, les luttes des travailleurs augmentent en intensité et doivent tendre à la transformation des contrats de travail, poursuivant les objectifs suivants :

- augmentation des salaires égale pour tous et non en pourcentage ;
- élimination des qualifications ayant un caractère artificiel et discriminatoire ;
- détacher le salaire de la situation de l'entreprise, des profits et de la productivité et lier le salaire aux exigences de la vie des travailleurs.

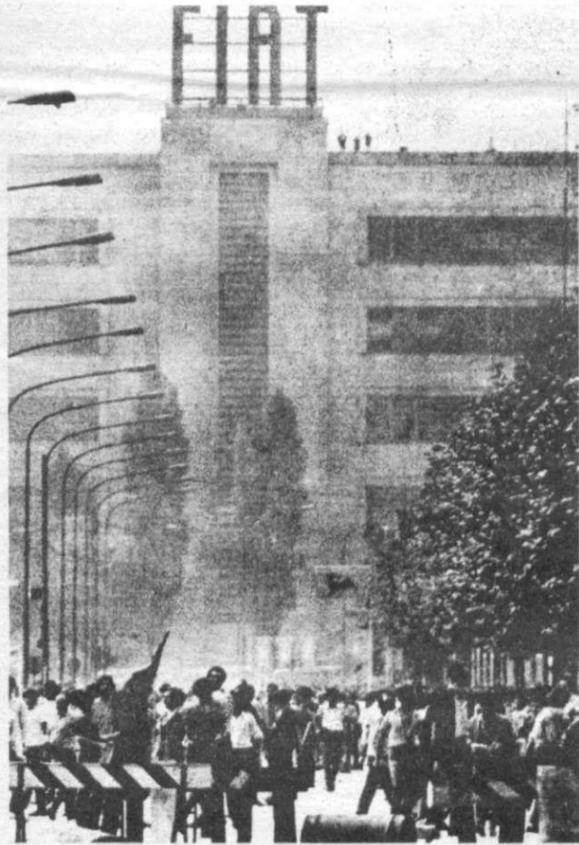
Pour que les luttes soient toujours plus efficaces, pour ne pas tomber dans le spontanéisme et dans l'économisme ; que naissent partout dans les lieux de production, les comités de lutte pour promouvoir, organiser, développer, unifier et généraliser les luttes, non seulement pour conquérir de meilleures conditions de vie, mais aussi pour frapper les secteurs vitaux de l'exploitation patronale, pour inscrire ces luttes dans la lutte générale qui frappe tout le système capitaliste.

La classe ouvrière comprendra de plus en plus que ses intérêts sont absolument inconciliables avec ceux du patron. Elle doit repousser les discours de ceux qui veulent faire croire que ses intérêts s'identifient avec les intérêts « nationaux » du capitalisme, que dans les usines les intérêts des ouvriers sont liés avec ceux des patrons. Il est nécessaire que la classe ouvrière, dans cette prise de conscience, alors qu'elle est engagée dans la lutte pour les contrats et contre tous les aspects de l'exploitation patronale sous la direction de son détachement d'avant-garde, le Parti marxiste-léniniste fasse converger ces luttes en luttes politiques toujours plus décidées contre le système capitaliste.

Chacune de nos organisations, chacun de nos militants sont engagés à créer l'organisation du parti partout dans les lieux de production, à donner la vie, avec tous les travailleurs les plus combattifs aux comités de lutte autour desquels se réalisera l'unité des larges masses. Le juste fonctionnement des comités de lutte ne peut être assuré que par la direction politique du parti.

Seule, la direction du Parti communiste marxiste-léniniste d'Italie, fidèle aux principes du marxisme-léninisme et à la pensée de Mao Tsé-toung, peut assurer la perspective de la destruction de cette société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Rome, 7 septembre 1969.
COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE (M.-L.) D'ITALIE.



Devant la « Fiat » la mobilisation ouvrière...

effondrement total. Les ouvriers, les larges masses populaires comprennent de plus en plus que tant qu'existeront les patrons et l'Etat bourgeois, ils resteront opprimés, exploités et malheureux. Les révisionnistes du P.C.I., P.S.I.U.P. (Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne), P.S.I. (Parti Socialiste Italien) et de la C.G.I.L. (Confédération Générale des Travailleurs Italiens ; notre C.G.T.) s'agitent pour continuer leur œuvre de soutien du système bourgeois ; mais acculés désormais aux manœuvres d'auxiliaires du gouvernement et à l'unité avec les patrons, se démasquent de plus en plus vis-à-vis des masses travailleuses. Le capitalisme italien essaie désespérément de faire face à sa crise en se servant de tous les moyens : de l'appui des révisionnistes, des tentatives de planification, des manœuvres corporatistes (statut des travailleurs, etc.) de la répression anti-populaire, recourant aux lois réactionnaires préventives. La crise de la bourgeoisie s'aggravant et la situation actuelle devenant de plus en plus insoutenable, le gouvernement s'achemine vers des formes autoritaires annonçant une politique de type fasciste et une économie de guerre. Les ouvriers, les masses travailleuses subissent depuis trop longtemps la dure réalité du système capitaliste, l'exploitation inhumaine et

nuova unità

ORGANO CENTRALE DEL PARTITO COMUNISTA D'ITALIA (m.-l.)

COMMUNIQUE DE PRESSE

A propos du film "L'homme le plus dangereux du monde" Communiqué des Amitiés Franco-Chinoises

Depuis la proclamation en octobre 1949 de la République populaire de Chine, les attaques dirigées contre ce grand pays socialiste n'ont cessé de se multiplier. Les thèses de ses détracteurs sont largement diffusées et commentées. Les voix qui prennent sa défense sont étouffées. Les mises au point présentées par les dirigeants chinois sont falsifiées par des commentateurs partisans à moins qu'elles ne soient systématiquement ignorées.

Aujourd'hui de la Chine populaire, on entretient un climat de haine et de peur dont le but inavouable est clair : justifier les agressions, préparer l'opinion à une guerre « préventive ».

Actuellement, à Paris, plusieurs salles de cinéma présentent un film particulièrement odieux : « L'Homme le plus dangereux du monde ». Ce film en appelle purement et simplement au meurtre du président Mao Tsé-toung, grand dirigeant du peuple chinois, qu'il a guidé avec clarté dans toute sa lutte pour le socialisme.

De l'élan de tout un peuple dont la réussite dans les domaines économiques, culturels, sociaux n'est plus

contestée par personne, ce film donne une caricature monstrueuse qui se veut terrifiante.

Les gardes rouges, qui sont nés dans la Révolution Culturelle et ont lutté avec la classe ouvrière pour raffermir son pouvoir ne sont pas les jeunes fascistes que le metteur en scène veut nous montrer. Lorsqu'ils vont à la campagne, c'est pour s'instruire auprès des paysans et pour travailler avec eux, et non pas pour prendre des airs supérieurs et garder les mains blanches.

Quand une superproduction américaine relevant des services d'action psychologique attribue à la Chine des visées expansionnistes opérant par l'intermédiaire de l'aide économique, nous disons : c'est le voleur qui crie au voleur.

Les membres de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises, légitimement indignés par la présentation d'un tel spectacle, en demandent le retrait pur et simple.

Association des Amitiés Franco-Chinoises.
32, rue Maurice-Ripoche, Paris-14

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(2)

LES CONTRADICTIONS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

La petite bourgeoisie représente une masse importante de la population française. Son poids politique est grand, elle constitue un enjeu important dans la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie. Mais il ne suffit pas de constater l'importance numérique de la petite bourgeoisie pour dire qu'elle doit prendre part à la révolution prolétarienne. La question est : le peut-elle vraiment ? Pour cela on peut analyser les différentes fractions de la petite bourgeoisie, la nature des contradictions qui existent entre celles-ci et la bourgeoisie, les intérêts objectifs qui peuvent pousser telle ou telle fraction vers le prolétariat, telle ou telle autre vers la bourgeoisie. Nous commencerons ce travail dans de prochains articles.

Dans la contradiction entre bourgeoisie et petite bourgeoisie, comme dans la contradiction bourgeoisie prolétariat avant la prise du pouvoir, l'aspect principal c'est la bourgeoisie :

« Des deux aspects contradictoires, l'un est nécessairement principal, l'autre secondaire. Le principal c'est celui qui joue le rôle dominant dans la contradiction. Le caractère des choses et des phénomènes est surtout déterminé par cet aspect principal de la contradiction, lequel occupe la position dominante ».

Mao Tsé-toung - De la contradiction -

En ce qui concerne la contradiction bourgeoisie - petite bourgeoisie, la principale cause du ralliement éventuel de fractions importantes de la petite bourgeoisie au prolétariat, c'est la politique de la bourgeoisie elle-même. En effet, la lutte des peuples de la zone des tempêtes, la lutte des peuples dans les métropoles impérialistes réduisent la marge de manœuvre dont dispose la bourgeoisie dans sa politique. La question est donc : la bourgeoisie peut-elle financer encore longtemps son alliance politique traditionnelle avec la petite bourgeoisie ? L'aggravation de la crise générale du capitalisme ne contraint-elle pas la bourgeoisie à accélérer de manière sensible la prolétarisation d'une partie de la petite bourgeoisie, la paupérisation de l'autre ?

Il est donc indispensable, de manière préliminaire, de revenir sur l'aspect principal, la bourgeoisie, et d'analyser rapidement ses contradictions internes.

GRANDS MONOPOLES ET PETITES ENTREPRISES CAPITALISTES

La bourgeoisie française est dans l'impasse ; ses intérêts dans la concurrence internationale, la nécessité de se moderniser, d'éliminer les secteurs arriérés entre en contradiction avec son alliance politique traditionnelle avec la petite bourgeoisie. Le matelas de protection des « classes intermédiaires » qu'elle avait payé avec les surprofits impérialistes et coloniaux risque soit de l'étouffer soit de devenir un danger brûlant. Que faire, quelle politique adopter pour tenter de sortir de cette contradiction ?

Le capitalisme français est arriéré. Près de 50 % du prolétariat industriel est employé dans des petites et moyennes entreprises. Mais malgré tout, le capitalisme français en est au stade du capitalisme monopoliste d'Etat. La forme dominante c'est le monopole qui s'est complètement soumis l'appareil de l'Etat comme un appendice de sa politique. Par la politique des prix qu'ils dirigent en tant qu'acheteurs et fournisseurs des entreprises moins concentrées, par la politique du crédit, la politique fiscale, les monopoles sont maîtres du destin du petit et moyen capitalisme. Ils arrivent par tous ces leviers économiques et politiques à se faire céder par ce dernier une partie de la plus-value qu'il extrait de ses propres ouvriers. C'est la loi du plus fort qui règle le partage du profit.

Un ouvrier employé par une petite entreprise est donc exploité non seulement par son patron direct mais aussi par un ou plusieurs monopoles. Mais en aucun cas on ne peut dire, comme le fait allégrement le révisionnisme, que c'est le petit capitaliste qui est opprimé et exploité par le monopole. Cette ponction de plus-value qu'opère sur lui le monopole, il va essayer de la récupérer sur le dos de ses ouvriers en les exploitant plus féroce. Et quand le monopole finit par obliger la petite entreprise à disparaître ce n'est jamais en prolétarisant le petit patron mais toujours en lui laissant « une porte de sortie » vers ses conseils d'administration et autres postes de direction.

Le monopole c'est la forme la plus socialisée de la production :

« Quand une grosse entreprise devient gigantesque et organisée méthodiquement, en tenant un compte exact des données multiples, la fourniture des deux tiers ou des trois-quarts de toutes les matières premières nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise avec système le transfert de ces matières premières aux lieux de production les mieux appropriés... Quand un centre unique a la haute main sur tous les stades successifs du traitement des matières premières jusque, et y compris, la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs... il est évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production que les rapports de l'économie privée et de la propriété privée constituent une enveloppe qui ne

correspond plus à son contenu, qui nécessairement doit pourrir si l'on en diffère artificiellement l'élimination qui peut rester en état de putréfaction assez longtemps (si, au pis aller, la guérison de l'abcès opportuniste traîne en longueur) mais qui néanmoins sera nécessairement éliminé ».

Lénine - L'Impérialisme -

Mais le monopole ne développe la socialisation que dans certaines limites et uniquement lorsqu'il peut y trouver un grand profit. Le monopole n'a pas un intérêt absolu à concentrer à tout prix et à précipiter la disparition des petites entreprises. Ce serait oublier que le capitalisme, et encore plus le capitalisme monopoliste, ne développe les forces productives que dans la mesure où il y est contraint pour maintenir ou accroître ses profits face à la concurrence. S'il peut obtenir autrement ses profits (par des accords, des protections douanières, des placements financiers, etc.), il préférera toujours cette solution.

Le monopole vit en parasite de l'anarchie capitaliste et laisse à côté de lui subsister et même se développer le petit capitalisme :

« Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus, ils existent au-dessus et à côté d'elle engendrant ainsi des contradictions particulièrement aiguës et violentes, des frotements, des conflits ».

Lénine - L'Impérialisme -

Prenons par exemple un monopole automobile comme Citroën. Citroën ne fabrique pas lui-même, disons, les sièges de ses voitures. Si le monopole cherche à vendre avec le maximum de profit et ceci, en particulier, grâce à de hauts prix, par contre en tant qu'acheteur il va chercher à payer le moins cher possible ses fournisseurs. Citroën va donc chercher à payer ses sièges aux plus bas prix. Supposons tout à fait arbitrairement que dans l'industrie du siège il y ait une grosse entreprise et plusieurs petites. Citroën va se tourner vers ces petites entreprises, les mettre en concurrence et obtenir d'elles des prix minimum en leur tenant ce langage : « certes je vous demande des prix intéressants pour moi ; mais d'abord ces prix vous permettent de faire encore un profit ; ensuite en compensation par le contrat de sous-traitance que je vous offre, je vous garantis un débouché constant toute l'année. Vous pouvez être sûr de produire et d'écouler une production constante. Comme vous avez, je le sais, certaines difficultés, c'est pour vous inespéré ». Ensuite Citroën va éventuellement se tourner vers la grosse entreprise et lui dire : « Voilà, j'ai encore besoin de sièges ; si ça vous intéresse je peux vous en passer commande. Ceci dit voici les prix que me font vos concurrents. Je veux les mêmes sinon c'est à eux que je commanderai tout ». Citroën a intérêt à ce qu'il y ait des petites entreprises dans la branche qui produit les sièges. Car il peut leur imposer facilement des prix bas et les utiliser comme moyen de pression contre la grosse entreprise.

Si par contre il n'y avait dans la branche des sièges qu'une grosse entreprise, sa position de monopole lui permettrait de résister aux exigences de Citroën et même de lui imposer des prix hauts.

On voit donc, par cet exemple, comment le monopole peut avoir intérêt à maintenir le petit capitalisme.

L'AGGRAVATION DE LA CRISE CAPITALISTE ET L'ÉVENTUALITÉ D'UN RECOURS AU FASCISME

En 1945 le capitalisme français a ouvert les frontières. Pourquoi cet abandon du protectionnisme classique ? Jusqu'à cette époque les monopoles avaient comme marché principal la chasse gardée des colonies. Après 1945 cette chasse cesse d'être exclusivement réservée à l'impérialisme français. Les monopoles français en partie privés de l'exclusivité du marché colonial doivent trouver d'autres marchés ; et pour cela, pour pénétrer sur les marchés étrangers il faut consentir à laisser accéder les autres.

Par ailleurs l'impérialisme U.S. dominant exige la libre pénétration partout de ses marchandises et de ses capitaux.

Face à la concurrence, les petites et moyennes entreprises ont vu leurs difficultés de trésorerie s'accroître, la concentration s'accélérer ; elles réclament à cor et à cri des hausses de prix pour les produits qu'elles vendent. En même temps elles ont soumis leurs ouvriers à une exploitation féroce. Le capital monopoliste est uni « comme les lèvres et les dents » au petit et moyen capitalisme ; aussi il a dû arroser de crédits, en particulier après mai 1968, le petit capitalisme. Mais la crise mondiale de l'impérialisme est particulièrement dure pour l'impérialisme français. Dès lors les contradictions au sein de la bourgeoisie se font plus vives. Aucune fraction de celle-ci ne veut réduire ses bénéfices. En effet :

« Tant que tout va bien la concurrence joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste ; celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit y prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse et la concurrence se mue en combat de frères ennemis. L'oppo-

sition entre l'intérêt de chaque capitaliste individuel et celui de la classe capitaliste se fait jour alors, de même qu'auparavant l'identité de leurs intérêts s'imposait pratiquement par la concurrence ».

Marx - Le Capital - (livre III).

Dès lors que, la crise atteignant un certain niveau, s'instaure parmi les capitalistes un sauve qui peut général où chacun pour soi essaye de sauver les meubles il faut rétablir au sein des capitalistes une certaine discipline pour attaquer les travailleurs. Il est besoin de faire prévaloir les intérêts d'ensemble de la classe capitaliste sur ceux de tel ou tel groupe : le capitalisme monopoliste ne peut sacrifier le petit et moyen capitalisme, et ce dernier non plus ne peut réclamer une politique qui aille contre les intérêts des monopoles (par exemple hausse énorme des prix avec pour complément fermeture des frontières). Pour obtenir cela, unité et discipline de la classe capitaliste pour opprimer de manière encore plus féroce le peuple, le fascisme peut devenir la seule solution.

L'appui sur les révisionnistes peut pendant un temps être le moyen d'imposer à la classe ouvrière cette surexploitation. Ces dernières semaines la bourgeoisie a fait un recours massif à cette politique et se propose de la développer en étendant largement les procédures des négociations en accordant des avantages de plus en plus grands aux syndicats révisionnistes, leur accès à l'O.R.T.F. n'étant en cela qu'un début.

Fascisation puis fascisme, appui sur le révisionnisme, employés séparément ou de manière combinée peuvent recevoir différents contenus. Tout d'abord une solution radicale serait le retour pur et simple au protectionnisme. C'est cette solution qu'a adoptée, un temps, l'Allemagne nazie avant de se ruer dans la guerre d'agression une fois, par ce repli, consolidées les bases internes de son capital.

Mais il est clair que si l'impérialisme français se replie ce ne sera pas pour lancer une guerre impérialiste contre les autres impérialismes pour leur arracher des marchés ; et ce repli signifierait pour lui la perte définitive des quelques rares têtes de pont qu'il a pu acquérir dans les marchés étrangers grâce à la fraction la mieux équipée du capital. Un tel repli serait le signe que l'impérialisme français n'est plus agonisant mais mort et déjà en décomposition. Par ailleurs ce repli signifierait la rupture avec le capitalisme étranger investi en France ; or devant la stagnation, la sclérose du capital national, une fraction de plus en plus importante des monopoles français cherche la fusion avec les monopoles étrangers, américains et surtout ouest allemands, depuis ces dernières années.

Une autre solution radicale serait d'appliquer une sorte de plan Mansholt généralisé et de liquider rapidement tous les secteurs arriérés du capitalisme et de la petite bourgeoisie, entraînant ainsi une extension du marché intérieur et une modernisation des structures du capitalisme français. Mais cette opération coûterait cher à la bourgeoisie monopoliste qui ne peut traiter le petit et moyen capital comme elle le fait avec la petite bourgeoisie et le prolétariat, en la ruinant ou la surexploitant. Elle devra lui accorder des compensations. Outre sa propre ruine généralisée impliquée dans un tel plan il faudra faire payer à la petite bourgeoisie, en commun avec le prolétariat, une partie des « indemnités » dues au petit et moyen capital. La surexploitation du peuple sera féroce alors et devant l'exacerbation des luttes de classes le recours au fascisme probable.

Où qu'elle se tourne la bourgeoisie française est dans l'impasse. Une fraction importante du capital, Peugeot, Citroën entre autres, représentée au pouvoir par des gens comme Chalandon réclame de plus en plus cyniquement le recours au fascisme.

Quelle que soit la solution qu'adopte la bourgeoisie, jamais une fraction d'elle-même n'en fera les frais et à coup sûr c'est le prolétariat et des fractions importantes de la petite bourgeoisie qui seront surexploités et ruinés.

(A suivre.)

Quelques brochures sur la révolution culturelle

- La grande victoire de la ligne révolutionnaire du Président Mao 0,50 F
(à l'occasion de la création du Comité révolutionnaire de la Municipalité de Pékin).
- A propos de la triple union révolutionnaire 0,50 F
- Commentaire sur deux livres de Tao Tchou, par Yao Wen-yuan 0,50 F
- La lutte entre les deux voies dans les campagnes chinoises 0,50 F
- A la mémoire de Lou Sin, notre précurseur dans la révolution culturelle 0,70 F

En vente à la librairie « LE PHENIX », 72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e.